LIRE EN PAGE 9 LA PRESENTATION ET DES EXTRAITS DE CET OUVRAGE

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 19 AVRIL 1977

Nº 429

1,50 F

Belgique 15 FB Commission Paritaire 56 942

QUI SONT LES OUVRIERS AGRICOLES ?

Maine et Loire Un ou mille face à l'exploitant

> Lire en page 2, l'enquête-reportage de Nadine Chatras

Aujourd'hui

1er ROUND DE LA RENEGO-CIATION DU PRO-GRAMME COMMUN

Adopté le 27 juin 1972, le programme commun n'avait pas été révisé depuis. Pourtant, l'évolution de la situation politique a été notable, et aujourd'hui, les partis de gauche ne doivent plus se contenter d'un programme électoral.

Il leur faut envisager les conditions concrètes de l'exercice du pouvoir. C'est le but de la renégociation qui s'ouvre ce matin, et qui se poursuivra avec âpreté pendant un temps qui risque d'être long. C'est que les divergences fondamentales demeurent, particulièrement dans le domaine des nationalisations, qui sont le point clé des différentes rencontres.

> Lire notre article en page 4

AVEC LEURS CAMARADES DE LORRAINE

# LES SIDERURGISTES **EN LUTTE** AUJOURD'HUI

Débat à l'Assemblée.



Manifestation le 14 avril à

Thionville

En Espagne

### MANIFESTATIONS **POUR LE DRAPEAU REPUBLICAIN: 160 ARRESTATIONS**

SILENCE DE «L'HUMANITÉ»

Jeudi et vendredi ont eu lieu de nombreuses manifestations. Dans la plupart des cas, des siogans pour la République ont été lancés, des drapeaux de la République espagnole ont été déployés. Le jour même où le parti de Carrillo le reniait, des dizaines de travailleurs étaient matraqués et emprisonnés pour l'avoir défendu.

De cela «L'Humanité» d'hier ne dit pas un mot. Au contraire, elle chante ies louanges de la politique du parti révisionniste espagnol. La dernière en date des trahisons de Carrillo est qualifiée de «réalisme politique». Silence sur les luttes des travailleurs, encouragement à l'adoption du drapeau franquiste, telle est la position du PCF.



Général Motors (Genevilliers)

- les CRS expulsent les grévistes.
- 10 h: 5000 travailleurs aux flics devant l'usine.

Alors qu'ils s'apprêtaient à entamer leur 19° jour de grève, les ouvriers de l'entreprise General Motors à Gennevilliers ont été expulsés hier matin à 5 H par les CRS des locaux qu'ils occupaient.

La riposte n'a pas tardé ; quelques minutes plus tard, elle s'organisait : des dizaines d'ouvriers de la G.M., des militants syndicalistes en voitures parcouraient les rues de Gennevilliers, les artères de la zone industrielle appelant à la sono les ouvriers des usines environnantes à affirmer leur solidarité active et immédiate. L'appel a été entendu. Arrivant de Chausson, de Damifer, d'Air Equipement, de la Snecma, de Lincoln et d'autres usines encore, ils étaient plus de 5 000 qui convergeaient toute la matinée vers les grilles de la G.M. Puis, ils partaient en manifestation dans les rues de la ville aux accents de l'Internationale, leur marche rythmant les mots d'ordre scandés à pleins poumons : «Les flics hors de la General Motors», «Il est pourri le régime à Giscard, il nous envoie ses flics et ses clébards,... il nous envoie ses flics et son plan Barre», «Français-Immigrés, même patron, méme combat».

«C'est une riposte comme nous n'en avions jamais vue depuis Chausson en 74» affirmaient de nombreux ouvriers. Une colère qui met bien dans l'embarras le PCF, ses élus et ses militants de la CGT-GM qui avaient l'intention de faire reprendre le boulot ce matin

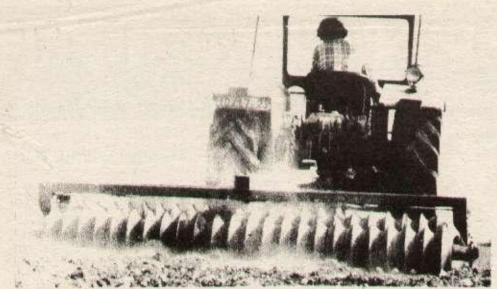
 Marchais : recul tactique sur l'Europe p. 3

• Revue des peuples du monde p. 8

• La Commune au jour le jour

• Sidérurgie : renforcer l'action en Lorraine pour empêcher les licenciements





Qui sont les ouvriers agricoles ? 2

# UN OU MILLE FACE A L'EXPLOITANT

Dans le Maine et Loire, 10 500 ouvriers travaillent en agriculture. Mais ils ne sont pas tous groupés dans le même type d'entreprise. Autour d'Angers, où une industrialisation récente a développé les banlieues ouvrières, sont implantées de nombreuses pépinières et des entreprises horticoles.

A l'Est, dans la riche vallée de l'Authion, c'est une succession de serres, d'arbustes, de grands panneaux annonçant le nom des propriétaires : Levasseur, Vilmorin, Leturc... C'est là que nous avons rencontré les ouvriers qui travaillent en pépinières ou en horticulture dans des entreprises qui ont souvent plus de 100 ouvriers et où les jeunes sont nombreux.

Au Sud, apparaissent dans le paysage, vignes et vergers. Les exploitations emploient deux, trois jusqu'à six ouvriers, rarement plus. La culture est

spécialisee, mais le travail de l'ouvrier est souvent polyvalent.

Au Nord, le paysage est encore différent : le Segreen est une région de bocage où les prairies succèdent aux vergers. La, les exploitations sont en polyculture-élevage et les ouvriers qui y sont employés sont parrois seuls tace aux patrons, parfois ils sont deux ou trois. Les conditions sont différentes, car tout dépend du rapport qu'instaure le patron, paternaliste ou autoritaire, pour exploiter le plus efficacement ses ouvriers.

Mais si, suivant le rapport de forces créé sur l'entreprise, les conditions peuvent varier, des problèmes semblables demeurent, dans le travail, dans l'isolement subi et dans les difficultés rencontrées pour se syndiquer et se défendre. Ce sont tous ces aspects quotidiens de vie et de travail que nous décrivons aujourd'hui.

### FÉODALITÉ ? ... PAS MORTE

Adrien est vacher. Il occupe avec sa femme et ses enfants, un logement tout juste convenable, bien isolé derrière les arbres du parc, dans la cour où se range le matériel de la ferme. Devant la porte, une petite mare nauséabonde, formée par les eaux qui s'écoulent de l'évier et qu'aucun système d'évacuation ne permet de résorber. Le perpétuel va-et-vient des machines supprime toute possibilité de tranquillité familiale dans la journée.

Pas une seule journée de congé dans toute l'année. Dimanche, fêtes, jours de réunions ou d'événements familiaux, il faut inexorablement traire les vaches matin et soir. Les congés annuels sont payés mais non accordés. Mal payé, mal considéré, Adrien doit cependant se montrer vigilant et compétent. Les pertes d'animaux lui sont violemment reprochées.

«Au début «il» voulait même nous empêcher de sortir, de recevoir nos familles. Mais on s'est rebiffé. Maintenant, la famille vient nous voir... On a essayé d'en sortir, de se faire embaucher dans une usine. Mais l'usine a demandé des renseignements à la mairie; comme le patron est maire, on n'a plus entendu parler de rien!...»

Enquête réalisée dans le Maine et Loire par l'ASAVPA

### LOGÉS PAR LE PATRON : SURVEILLÉS ET ISOLÉS

Les ouvriers agricoles, aussi bien ceux qui travaillent en polyculture-élevage que ceux qui travaillent en pépinières, sont encore souvent logés par le patron, soit gratuitement, soit en payant un loyer qui leur est directement retiré du salaire. Si la distance à parcourir pour se rendre au travail est réduite à zéro, les inconvénients de ce type de logement, ne contenant que le strict minimum sont bien réels et nombreux : d'abord l'isolement du village : la famille de Gilbert est logée sur la pépinière, dans une petite maison isolée à quatre kilomètres du village. Sa femme explique qu'il lui faut prendre le vélomoteur tous les jours pour faire les courses ; pour aller à l'école, les plus grands prennent le vélo, mais pour les plus petits, Gilbert les conduit en voiture avant d'aller travailler, va les chercher le midi (à la cantine, les enfants ne mangent rien) et les reconduit, tout cela sur ses deux heures de repas du midi 1... Ils nous parlent aussi des difficultés qu'ils ont à connaître les gens du village, à discuter avec eux.

Habitant sur la ferme, Joël, ouvrier vacher, est à la disposition du patron : quand une vache vêle en pleine nuit ou qu'un incident quelconque se passe à l'étable. Et ce n'est pas tout ! Ce qui le révolte le plus, c'est que le patron se permette de visiter la maison, en l'absence de l'ouvrier et de sa femme, se servant de la clé qu'on laisse facilement derrière une pierre pour plus de commodités. Lui-même avait vu le patron lui demander, pendant son travail, où il mettait sa clé Connaissant bien ces «habitudes patronales», il a décidé de garder sa clé sur lui et a fait comprendre au patron qu'il ne la lui donnerait pas. Parfois le patron va même jusqu'à imposer le mobilier à ses ouvriers, comme chez cet ouvrier où le patron lui a interdit d'avoir une machine à laver le linge sous prétexte du manque d'écoulement des eaux sales ! On comprend mieux pourquoi ceux qui logent par eux-même s'éloignent du lieu de travail et habitent souvent au village !

### FACE A FACE QUOTIDIEN AVEC LE PATRON

Le travail des ouvriers dépend du type d'exploitation sur laquelle ils travaillent et de leur qualification. Cependant dans l'organisation du travail, la différence est surtout sensible entre les entreprises employant quelques ouvriers (les vignobles et vergers du Saumurois et les exploitations de polyculture-élevage du Segreen) et celles qui emploient plus de cent ouvriers.

L'ouvrier se trouve, dans les exploitations de peu d'ouvriers, directement sous la direction du patron, chef d'exploitation lou quelquefois du régisseur quand le patron est absentéiste). Le paternalisme est alors une méthode très répanque du «gouvernement» i Il se crée un «esprit de famille» qui fait que l'ouvrier ne compte plus ses heures pour un salaire

Maurice n'a pas voule nous dire le nombre d'heures supplémentaires qu'il faisait. Voulant faire construire pour ne pas être logé par le patron et avoir de la place pour ses six gosses, il a demandé une augmentation de salaire, il y a rieux ans, pour arriver au triple da l'annuité qu'il a à rembourser pour sa maison. Mais il n'a pas eu ce qu'il revendiquait et doit faire un

nombre d'heures énorme pour faire vivre sa famille. Son travail est polyvalent : travail sur le tracteur, taille, soins aux taurillons... Le patron en général donne le travail à faire le matin, pour la journée, parfois juste pour les heures qui suivent.

Les responsabilités et les initiatives sont limitées, même dans les travaux qualifiés. Et quand le patron ordonne de travailler autrement, pour augmenter la rentabilité, l'ouvrier ne peut que s'exécuter. «A l'heure qu'ilest, nous dit un ouvrier viticole, il faut que ca aille vite... On ne prend plus soin des jeunes plants comme avant... Quand je serai parti, je ne sais pas qui taillera les jeunes vignes, «ils» ne savent pas».

Dans ces conditions, se créent des rapports complexes avec le patron : le face à face quotidien et souvent solitaire avec le patron, son pouvoir, parfois sur tous les aspects de la vie de l'ouvrier (comme on l'a vu avec le logement) créent une dépendance complète (qui s'exprime par la peur de contrarier le patron), mais en même temps le paternalisme du patron, le fait qu'il travaille avec eux et parfois, disent-ils, «autant qu'eux», la polyvalence même de leur travail créent l'illusion de «faire partie de la famille», d'être «libre dans son travail» et empêchent de ce fait de prendre conscience de leur situation d'exploités. Nous verrons dans un prochain article comment cette situation freine les possibilités de luttes mais aussi comment cela changeaujourd'hui.

### TRAVAIL EN ÉQUIPES, AUTORITÉ DU CONTREMAITRE

Dans les pépinières et en horticulture, les rapports dans le travail, l'organisation même du travail sont différents. Le travail se fait par équipes sous l'autorité du chef d'équipe d'abord et surtout sous l'autorité du contremaitre. Le travail est hiérarchisé de façon beaucoup plus importante, le contremaitre étant là pour imposer les ordres de la direction. Les entreprises sont divisées par «quartiers» éparpillés, pafois situés dans des communes différentes. Dans la pépinière où travaille Gilbert, ils sont une quinzaine avec trois chefs d'équipe et un contremaitre. Lui s'occupe du gros matériel, si bien qu'il travaille sur plusieurs endroits, parfois distants de plus de dix kilomètres.

Ouvrier en horticulture, T., ancien exploitant devenu ouvrier agricole à quarante ans, a «découvert» l'autorité «excécrable» du contremaitre qui use et abuse de son pouvoir. Les exemples de son acharnement contre les ouvriers ne manquent pas ! Il le prévient un lundi à 16 H, qu'il est en congé depuis le matin, alors qu'il avait demandé ses congés en fin de semaine et qu'il a déjà presque terminé sa journée ! Ou bien ce petit chef, qui se dit «communiste» (c'est-à-dire membre du parti révisionniste) refuse les augmentations revendiquées par les ouvriers en précisant, «Si vous voulez une augmentation, il faut que, moi, j'en obtienne une d'abord /» ou encore, il divise les ouvriers qu'il a sous ses ordres en en injuriant certains, en en «défendant» d'autres à certaines conditions.

Les horaires sont plus strictes : en général, G. et T. commencent à 7 h 30 jusqu'à midi, puisreprennent à 14 h jusqu'à 18 h ou 18 h 30 suivant le travail qu'ils font ou la saison. Par l'organisation même du travail, leur nombre sur l'exploitation, la situation des ouvriers en pépinières et horticulture ressemble plus à celle des ouvriers d'industrie, avec, à qualification égale, des salaires plus bas. Mais, si les conditions objectives rendent la lutte plus difficile à mener, elles n'empêchent pas les ouvriers agricoles de se battre pour obtenir ce qu'ils revendiquent.

### 500 F PAR MOIS POUR 65 H PAR SEMAINE

Le salaire varie beaucoup suivant l'entreprise dans laquelle travaille l'ouvrier et suivant aussi son niveau de qualification reconnu. En général, c'est le SMIC qui est pris comme base à laquelle se rajoutent les heures supplémentaires, importantes surtout en polyculture - élevage et arboriculture - viticulture.

Ceux que nous avons rencontré, gagnaient entre 9,80 F et 11,50 F pour un tractoriste et 12,65 F pour un ouvrier hautement qualifié (vacher).

Mais si la loi, imposée par les luttes de toute la classe ouvrière, garantit un salaire minimum pour survivre, elle est loin d'être partout appliquée.

Dans les pépinières, le travail le plus mai payé est celui qu'effectuent les femmes : elles gagnent souvent moins que le SMIC, certaines pas plus de 1 000 F pour 42 h 30 par semaine, avec des conditions de travail aussi dures que celles des hommes : en été, sous les serres, elles travaillent à 40°, sans même avoir le droit d'aller aux toilettes. Il ne faut pas non plus oublier que les patrons de l'agriculture emploient facilement des pseudo «débiles» qui font pratiquement le même travail pour des salaires ne dépassant pas 500 F par mois I Un manœuvre gagne en général le SMIC, tandis qu'un ouvrier qualifié, un tractoriste par exemple, gagne 11,90 F de l'heure.

En polyculture élevage, comme en arboriculture viticulture, les conventions collectives garantissent un salaire suivant la qualification. Encore faut-il qu'elles soient appliquées l' Le cas n'est pas rare que la moitié du tarif horaire part en avantages en nature l... Un syndicaliste que nous avons rencontré nous a expliqué qu'il venait de défendre un ouvrier qui gagnait 500 F par mois pour 65 heures de travail dans la semaine : le patron, conseiller municipal, président d'une association familiale pressurait son ouvrier en toute impunité l

Les cas de feuilles de paye qui ne sont pas en règle sont très nombreux et quand on sait que certaines sont feites par l'inspecteur du travail lui-même !...

Les patrons profitent de l'isolement des ouvriers pour imposer une surexploitation : la baisse des prix agricoles est répercutée sur les salaires des ouvriers ; un ouvrier nous disait à ce propos «Les patrons préfèrent prendre sur nos salaires plutôt que de se battre pour que leurs prix augmentent !»



# POLITIQUE

Marchais

# RECUL TACTIQUE SUR L'EUROPE

Après la déclaration de Marchais, laissant entendre que le PCF pourrait accepter l'élection du parlement européen au suffrage universel, un sujet de discorde entre les partenaires du Programme Commun pourrait se trouver écarté. Dans la perspective, non seulement des élections de 78,

mais du gouvernement d'Union de la gauche que le PCF espère voir se mettre en place à leur suite, celui-ci tente de rendre ses rapports avec le PS les moins conflictuels possibles, d'assurer le maximum de stabilité à ce gouvernement

Sur ce point, le programme commun adopté en 72 reflétait les contradictions existant entre les deux partis, en assignant au futur gouvernement d'union de la gauche «un double obiectif»: «D'une part, participer à la construction de la CEE, ses institutions, à ses politiques communes avec la volonté d'agir en vue de la libérer de la domination du grand capital, de démocratiser ses institutions, de soutenir les revendications des travailleurs et d'orienter dans le sens de leurs intérêts les réalisations communautaires».

«D'autre part, préserver au sein du marché commun sa liberté d'action pour la réalisation de son programme politique, économique et socials

Participation aux institutions européennes, à leur développement, telle était, dès ce moment, la position du parti socialiste, retenue dans le premier paragraphe. Maintien à l'écart de cette communauté, autant que possible, tel était plutôt le souhait du PCF, retenu dans la deuxième partie.

### LE PROGRAMME COMMUN ET L'ASSEMBLÉE DE STRASBOURG

Cependant, à une époque où les gouvernements européens n'avaient pas, de leur côté, envisagé l'élection du parlement européen au suffrage universel, le programme commun avançait : «L'Assemblée de la Communauté, appelée à voter annuellement le budget, doit pouvoir en contrôler l'exécution. Elle devra aussi être plus étroitement associée à la préparation des décisions de toute nature de la communauté». C'est bien d'une extension des pouvoirs du parlement européen qu'il s'agissait, en contradiction flagrante avec les positions prises ces derniers temps (avant la déciaration de Marchais), par les représentants du PCF.

### PCF : DES POSITIONS VARIABLES

Au reste, les positions du PCF sur ce sujet sont loin d'avoir été stables ces dernières années. Ainsi, c'est quelques mois avant la décision des chefs de gouvernement européen concernant l'élection au suffrage universel de l'assemblée que Bordu, député PCF, viceprésident du parlement de

Strasbourg, s'exprimait ainsi : «Nous sommes pour le suffrage universel, pourvu qu'il y ait un mode unique d'élection à la proportionnelle, et que les institutions européennes soient démocratisées, par exemple au moyen de comités paritaires dont feraient partie les syndicats, les agriculteurs...». Le PCF, dont les députés venaient d'accéder pour la première fois à l'assemblée de la communauté, semblait à l'époque s'engager sur la voie déjà suivie par le PCI en Italie, qui est celle d'une acceptation de l'intégration euro-

Orientation qui devait bientôt faire place à une autre, dont voici un échantillon assez récent, datant du 3 janvier, dans «France Nouvelle»: «C'est un fait archi-connu que nos huit partenaires de la CEE sont presque toujours du côté des Etats-Unis sur les questions fondamentales. Affirmer avec une candeur naive que l'Europe des Neut, propulsée comme par enchantement par une majorité parlementaire dynamique au sein de l'assemblée de Strasbourg, et retrouvant

enfin son unité, serait capable de s'affranchir de la tutelle économique, monétaire, et militaire des Etats-Unis qu'elle subit actuellement, c'est méconnaître totalement les orientations affichées et publiques de la RFA, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Danemark, et des autres Etats qui poussent à l'intégration politique aujourd'hui, militaire demain. En supposant que tous les députés français élus pour sièger à Strasbourg soient opposés à la majorité européenne favorable à l'extension des pouvoirs communautaires et à l'effacement des souverainetés nationales, on peut facilement constater qu'ils ne péseront pas lourds dans une assemblée disposant désormais d'une légitimité que confère , qu'on le veuille ou nan, le recours au suffrage universel direct.n

### LE FOND DE L'OPPOSITION

Les raisons de l'opposition du PCF à l'élection au suffrage universel de l'assemblée de Strasbourg sont ici clairement exprin-ées : celle-ci constitue - et c'est une réalité - un pas supplé-



### LA DECLARATION DE MARCHAIS

«Si, éventuellement, dans la loi électorale, il y avait un engagement solennei et contraignant pour les élus, ne leur permettant, en aucune façon, de mettre en cause l'indépendance et la souveraineté nationales, autrement dit qu'en aucune façon, les prérogatives de l'assemblée nationale française, la constitution de la république française ne puissent être mises en cause, alors nous examinerions la question. (...)

Dans la mesure où le projet de loi contraindrait les représentants du peuple français à l'assemblée européenne à exercer leur mandat dans le cadre des traités communautaires existants, c'est-à-dire du traité de Rome tel qu'il existe maintenant, on pourrait discuter. (...) Le système électorai n'est pas un problème pour nous : le problème, c'est celui des pouvoirs et des droits. Nous ne voulons pas que soient outrepassées les compétences du parlement européen telles qu'elles ont été définies par le traité de Rome.

mentaire vers une Europe dominée par les États-Unis. Les révisionnistes, qui ne sont pas, loin s'en faut. aussi opposés aux entreprises soviétiques contre notre continent, ne voient pas d'un bon œil cette mainmise américaine. Ils craignent eyatament le poids qu'aurait sur la politique intérieure françoise une Europe plus intégion et dans laquelle les puissances telles que l'Allemagne pourraient efficacement s'opposer à leurs projets capitalistes d'Etat. En particulier, dans la dernière période, ils se sont ouvertement inquiétés des projets de coordination renforcée entre les partis socialistes européens.

### UN VIRAGE TACTIQUE

C'est sur la toile de fond de cette position générale que la prise de position de Marchais intervient aujourd'hui. Represente-t-elle un abandon total de la ligne fondamentale du PCF sur ce point? Rien ne permet de le penser, les raisons avancées restant toujours valables. Mais dans la denière période la question se pose avec de plus en plus d'acuité de parvenir effectivement au pouvoir avec le parti socialiste, et de stabiliser le plus possible ce gouvernement de manière à permettre le développement dans ce cadre d'un rapport de force plus favorable au PCF.

Cela suppose que soit satisfait, à court terme, la condition d'une façade unitaire la plus solide possible avec le PS. Cela pourrait egalement vouloir dire qu'à court terme, sur le plan international, le PCF aurait intérêt à alléger les pressions des partenaires occidentaux de la France contre sa participation au gouvernement, de manière à la réaliser dans les conditions les plus favorables possibles, et à éviter le sort qu'a pu connaitre le parti révisionniste portugais. De récentes initiatives, comme le voyage d'un sénateur du PCF aux États-Unis, la rencontre de Kanapa avec des diplomates américains, vont également dans ce sens.

Le PCF suit ainsi le chemin déjà emprunté en Italie par le PCI, pour qui la proximité du pouvoir est une réalité plus ancienne. Pour autant, comme l'ont montré de récentes prises de position, le choix de Berlinguer en faveur de l'Union Soviétique est loin d'être fondamentalement remis en cau-

### UN APPETIT BIEN AFFIRMÉ

Au cours des ses déclarations de dimanche soir, Marchais a évoqué la composition d'un éventue gouvernement d'union de la gauche, ela mise en œuvre de la politique voulue par la majorité du peuple, en cas de victoire de la gauche, supposera effectivement que les trois partis signataires du programme commun soient bien représentés et qu'ils assument des responsabilités importantes chacur pour ce qui les concerne dans le futur gouvernement (...) Nous ne sommes plus en 1947. Nous sommes en 1977, Par conséquent, il est normal, absoluement normal, que cessent les discriminations d'un autre âges.

Le sens de ces propos est clair : non seulement le PCF entend avoir un nombre respectable de ministres, mais il ne veut pas être tenu à l'écart d'un certain nombre de responsabilités telles, par exemple, que celles des affaires étrangères, de l'intérieur, des finances... bref, des «grands» ministères.

### TOUS D'ACCORD ?

Après la prise de position de Marchais, le PS s'est réjoui, par la voix de deux de ses dirigeants. Mauroy et Pontillon. En particulier, Mauroy a souligné : «L'Assemblée européenne élue directement par les peuplas, aura une autorité accrue, même si ses compétences restent les mêmes. Nous demandons l'application du traité de nome, tout le traité, rien que le traité L...). C'est un grand pas pour la construction européenne si critte préoccupation est maintenant partagée par le PCF, qui rejoint ainsi le PCI». «Autorité accrue» : voilà un rappel douloureux pour Marchais du sens réel de cetté élection.

Par ailleurs, le républicain indépendant, Chinaud, a cru pouvoir affirmer que c'était là un pas vers «l'unanimité nationale» réclamée par Giscard. Comme s'il ne s'agissait pas au contraire pour Marchais de resserrer son alliance avec le PS contre l'actuelle «majorité». Enfin, le RPR Guéna a dit : «Aussi longtemps que le PCF restera attaché à la position et à la politique de l'indépendance nationale, nous aurons maintes occasions, nous gaullistes, pour ce motif, de nous retrouver à câté d'eux sur un certain nombre de sujets». Dans la mesure où chacun des deux abandonne les positions qui étaient les siennes il y a quelques années, ils se trouvent effectivement aussi mal qualifiés l'un que l'autre pour se présenter en champions de l'indépendance.

### LA COMBINE

C'est le nom que Chirac, au nom du RPR, avait donné la tentative de certains centristes et républicains indépendants pour instaurer dans une certaine mesure un scrutin proportionnel aux législatives. Depuis, en n'en parlait plus guère. Chinaud, président du groupe RI à assemblée nationale, va déposer un projet de loi dans ce sens. On murmure à nouveau que certains RPR y seraient favorables. Les partis de l'union de la gauche, qui ont inscrit la proportionnelle au programme commun seraient embarrassés pour la rejeter. Et, si cela vient des députés, le prestige de Giscard ne sera pas engagé dans 'affaire, en cas d'échec. La bagarre sera chaude : le système pourrait, paraitil, empêcher la gauche d'être majoritaire au prochain parlement, en 1978. Comme dit monsieur Chinaud : «L'opinion s'émeut de la coupure de la France en deux-

### DÉMOCRATIE INTERNE

On ne les avait pas vus lors des élections municipales, où le RPR a subi de cuisants échecs en province, mais Chirac vient d'an noncer que son rassemblement comptait 450 000 membres, soit 100 000 de plus que I'UDR d'avant décembre. Ce qui permet à Chirac de décider que dorénavant, toutes les instances départementales du RPR seront composées pour moitié de nouveaux adhérents. La vieille garde gaulliste ne va pas apprécier.

### LORRAINE: 60 000 LICEN-CIEMENTS

La fermeture de certains secteurs sidérurgiques de Lorraine ne condamnerait pas au chômage que les sidérurgistes. Le journal patronal «Les Echos» estime qu'en tanant compte des secteurs concernés, en tenant compte également des industries «en aval», c'est au total entre 55 000 et 60 000 licenciements qui pourraient avoir lieu en Lorraine si la politique actuelle continue.

### L'HUMA NE SE LIT PAS

Leroy, directeur de Toulouse samedi, pour le passage de «L'Humanité» en fac similé dans cette région. Au cours d'une conférence avec les responsables fédéraux du PCF, le secrétaire du Tarn et Garonne s'est félicité des améliorations du journal du PCF: «Du point de vue technique, il n'y a plus de raison pour que chaque membre du parti ne lise pas «L'Humanité». Pourtant, Leroy a insisté sur les ventes insuffisantes. Alors, les militants du PCF continueraient-ils à trouver «L'Huma» peu intéressante ? Si ce n'est pas une question technique, c'est une question politique.

# POLITIQUE

Aujourd'hui, au siège du PCF

# 1" ROUND DE RENEGOCIATION DU PROGRAMME COMMUN

C'est donc ce matin, à 10 h 30, au siège du PCF, place du colonel Fabien, que va avoir lieu le premier round de la renégociation du programme commun. Cette mise à jour d'un programme adopté en 72 était souhaitée par chacun des signataires, mais pour des motifs différents : pour les «radicaux de gauche», il s'agit d'apparaître comme autre chose que les signataires d'un post scriptum au texte de 72, pour le PS, il s'agit de «dépoussièrer» ce qui date trop visiblement, et pour le PCF de profiter des circonstances actuelles pour marquer des points en ce qui concerne les nationali-

Une chose est certaine : Mitterrand aurait certainement préféré attendre en-

révision ; l'exemple de 72 est là pour le montrer : face au désir du PCF à l'époque de voir se réaliser à tout prix l'union de la gauche autour d'un programme, les négociations avaient été rondement menées : premiers contacts «exploratoires» le 27 avril, et adoption définitive du programme commun le 27 juin !

Réviser le programme commun à quelques semaines des législatives, actualiser les revendications, ajouter un chapitre sur les libertés et ne pas toucher à ce qui est prévu pour les nationalisations, voilà certainement ce qu'aurait voulu faire Mitterrand. Le PCF l'a pris de vitesse, et aujourd'hui s'engage un processus de discussions qui risque de

D'une part, parce que les points de désaccord sont sinon nombreux, du moins importants, et d'autre part, parce que la situation politique d'aujourd'hui va largement influencer les discussions. La manière dont le PCF tente de détourner la lutte des sidérurgistes lorrains vers la revendication de nationalisation est un élément, les difficultés internes du PS à deux mois de son congrès en sont un autre. En 72, c'est Chevènement, du CERES, qui avait négocié la partie économique du programme commun ; en ce moment, la lutte s'aiguise entre le CE-RES et les «majoritaires» et la force ou la faiblesse dont fera preuve le PS lors des

renégociations pèsera d'un

congrès de Nantes.

Un grand nombre de points soulevés par Mitterrand dans ses sept pages de réponses à la demande de Marchais ne poseront pas problème : il en est ainsi de la «mise en œuvre du droit à la différence pour les minorités culturelles», de la création d'un impôt sur les fortunes supérieures à deux millions de francs, de la adéfinition d'une politique écologique de protection des équilibres naturels», etc. De même pour la mise à jour de revendications, passablement dépassées : il ne sera pas inintéressant d'ailleurs de voir comment les partis de «gauche» chiffrent les revendications des travailleurs: en 72, ils réclamaient le SMIC à 1 000

leurs entraient en lutte pour 1 500 francs minimum...

Outre la question de l'Europe, que les dernières déclarations de Marchais éclairent d'un jour nouveau et que nous évoquons par ailleurs, restent bien sûr les nationalisations et leur contenu d'une part, et le calendrier d'application des différentes réformes d'autre part. Là les positions sont apparemment bien campées : pour le PCF, nationalisation de l'automobile (c'est-à-dire Peugeot-Citroën) de la sidérurgie, et du pétrole, tout cela dans le but de mettre en œuvre la gestion démocratique. La faiblesse du PS au sein des entreprises ne lui permettant pas de faire le poids dans le cas d'une plus grande prise en main des cadres et des permanents syndicaux de la gestion des entreprises, il s'en tient au refus de nouvelles nationalisations, avec simplement une plus grande participation de l'Etat, pouvant aller jusqu'à une majorité d'actions appartenant à celui-ci. Deuxième point de friction : le

calendrier. Les déclarations du PS sont ambiguês à ce sujet, et si on prend en compte les multiples déclarations des économistes du PS, on peut penser que quand Mitterrand dit qu'il faudra appliquer le programme commun dans les trois premiers mois de la tégislature, il parle des «réformes de structure», c'est-à-dire les nationalisations prévues aujourd'hui. Mais vu les difficultés économiques, vu la crise, les travailleurs devront accepter que la satisfaction de leurs revendications matérielles soient échelonnées... Sur combien de temps? C'est un des sujets qui sera abordé, avec peine, par les trois partis de gauche. La présence de la gauche au gouvernement s'approche à grand pas, et les projets politiques demeurent divergents. En 72, le programme commun était avant tout un argument électoral, il devient maintenant un programme de gestion du capitalisme, entre des partenaires qui ne veulent pas gérer le capitalisme de la même manière...

Nicolas DUVALLOIS

# LUTTES OUVRIÈRES

Filatures Saint-Liévin (Wattrelos)

### **ODIEUSE AGRESSION** D'UN AGENT DE MAÎTRISE CONTRE UNE DÉLÉGUÉE CGT

Vendredi matin, Annie qui est déléguée CGT, se rend à la ratorderie pour contacter deux ouvrières. Il s'agit pour elle de leur demander si elles désirent recevoir leur part des collectes effectuées pendant la grève. A peine est-elle dans la salle qu'un agent de maîtrise lui demande la raison de sa présence, ce à quoi la camarade répond qu'elle ne faisait qu'exercer son droit syndi-

«Puisque tu le prends conime ça, tu viendras apres au bureaux. La camarade, après avoir fait son travail de déléguée se rend au bureau. Le contremaître l'attend, accompagné d'un autre petit chef, le dénom- cales, une sanction exemmé Marcel Lecenne, personnage qui s'est particulièrement distingué pendant la grève par sa solidarité active avec les Mulliez, et bien connu Agalement pour son comportement à l'égard des ouvrières.

La scène se déroule alors rapidement. Après une série d'insultes, Lecenne en vient tout de suite aux menaces : «Je vais te couper les fasses» et joignant le geste à la parole, il sort un Stanley (lame tranchante) et court vers Annie. Elle réussit à éviter plusieurs coups, mais l'un d'entre eux déchire son tablier, sa jupe et la blesse. Fou furieux, Lecenne jette la camarade en bas de l'escalier en hurlant : «Dégage ou je te fous en l'air».

### LA RÉACTION DES TRAVAILLEURS

Aussitôt, les ouvrières de la retorderie se rassemblent autour de leur déléguée et crient leur colère, levant le poing en direction du bureau. La nouvelle se répand comme une trainée de poudre, et c'est bientôt plusieurs dizzines d'ouvriers révoltés qui se retiennent pour ne pas aller régler son compte à Lecenne.

La direction décide d'infliger la même sanction pour Lecenne et pour la camarade blessée (15 jours d'arrêt de travail). Pour les travailleurs et leurs sections syndiplaire s'impose pour le petit chef fasciste, et pour lui seul. Et si la direction persiste à mettre sur un pied d'egalité l'agresseur et l'agressée, les travailleurs sont prêts à la grève pour imposer leur volonté. Une plainte a, par ailleurs, été déposée pour coups et blessures au commissariat de Watreloos et au procureur de la République. Cette agression relance le débat sur les cadres qui s'était développé au cours de la grève, il y a trois semaines.

En effet, si les travailleurs avaient pu voir que les cadres et la majorité des agents de maîtrise s'étaient tout naturellement comportés en larbins zéles des Mulliez, ils peuvent constater aujourd'hui qu'une partie de ces gens-là, sont prêts à

tout pour défendre leurs privilèges et l'arbitraire qu'ils pratiquent journellement. Les travailleurs sauront en les leçons pour leur lutte actuelle contre le patronat textile, et aussi pour

Petit chef, fascistes, dehors I

Les travailleurs feront respecter leurs droits syndicaux !

Corresp. Wattrelos

### Fédération CFDT de la Sécurité Sociale

### Communiqué de presse

Le Bureau de la Fédération CFDT du Personnel de la Sécurité Sociale et des Institutions Sociales a pris connaissance des mesures arrêtées par le Conseil des Ministres concernant la Sécurité Sociale.

Il constate qu'il s'agit d'une nouvelle escalade dans l'agression contre le pouvoir d'achat et le droit à la santé des travailleurs et de leur famille.

Les mesures démontrent une nouvelle fois que le gouvernement fait ce que le CNPF veut, puisque plusieurs exigences du patronat (celles notamment exprimées lors de son assemblée du 18 janvier 1977) sont satisfaites.

En poursuivant le démantèlement de la Sécurité

Sociale, le gouvernement est dans la logique du plan d'austérité Giscard-Barre : réduire le pouvoir d'achat

des travailleurs -restructurer l'appareil économique.

s'attaquer aux droits acquis par la lutte des travailleurs...

...Le Bureau de la Fédération appelle ses syndicats à assurer le succès de la journée d'action décidée par la CFDT et la CGT le 21 avril pour exprimer l'hostilité des employés et cadres de la Sécurité Sociale et des Institutions Sociales aux mesures gouvernementales, leur volonté de faire échec au démantèlement de l'Institution, et d'imposer l'amélioration des droits sociaux.

### A l'Assemblée

L'Assemblée nationale va

### Barre attaqué de toutes parts

cet après-midi sortir de la torpeur dans laquelle elle s'était enfermée depuis l'ouverture de la session le 2 avril. D'abord parce qu'il y aura un certain nombre de manifestants lorrains autour du Palais Bourbon, et ensuite parce que Barre devra pour la première fois faire face à une attaque en règle, de la part de la gauche évidemment, mais aussi de la majorité. L'annonce des licenciements dans la sidérurgie lorraine, alors que tous les politiciens bourgeois ont les yeux fixés vers 78, ne pouvait que susciter cette agitation. Chacun y va de ses explications et chacun trouve là un bon moyen d'apparaître comme les défenseurs de l'emploi. Lors de la grande manifestation du 14 avril à Thionville, n'a-t-on pas vu Ferretti et Burens, députés républicains indépendants, défiler aux côtés des travailleurs. Kiffer, député réformateur, ne partil pas en guerre contre ace gouvernement qui ne sait pas maîtriser ce capitalisme archaïque et sauvage». Il ne s'agit pas là seulement de tentatives pour garder des chances d'être réélu. Le fait que le RPR ait l'intention d'attaquer fermement le gouvernement sur ce sujet traduit là encore les divisions qui existent au sein de la bourgeoisie au pouvoir. Le RPR, dont la stratégie

consiste uniquement à préparer les législatives, ne peut voir d'un bon œil un plan Barre qui aboutit à licencier des milliers de personnes, qui sont autant de voix que la gauche peut récupérer. De plus, créer les conditions de luttes importantes ne va pas dans le sens d'une décrispation de la vie politique. En faisant semblant de défendre les sidérurgistes, c'est avant tout Barre et derrière lui Giscard qu'attaqueront le RPR et certains députés centristes ou RI.

La gauche attaquera elle aussi, mais en ordre dispersé. Pour le PS, il s'agira de dénoncer la nocivité du pouvoir, sans être très à l'aise : en pleine période de renégociation du programme commun, le PCF va ressortir son projet de nationalisation de la sidérurgie. Alors que les travailleurs engagent la bataille, alors que des milliers et des milliers de familles vivent dans l'angoisse et la crainte du chômage, alors que tous les Lorrains se posent la question de savoir comment faire pour vivre au pays, les députés vont donc essayer, chacun à leur manière, et pour des motifs différents, de «placer» leurs projets, leurs marchandises. Dans tous les cas, les sidérurgistes ne seront considérés que comme une masse de manœuvre.

# LUTTES OUVRIÈRES

General Motors évacué hier

# **NOUS ETIONS 5000** A RIPOSTER!

L'intervention policière contre les ouvriers de la General Motors, hier matin, ne doit rien au hasard. La lutte engagée depuis trois semaines par ces 1 800 travailleurs contre le blocage de leurs salaires, alors que le gouvernement Giscard vient de réaffirmer son intention d'œuvrer à la réussite du plan Barre d'austérité, a valeur d'exemple dans la période. Le fait que les ouvriers de plusieurs usines de Gennevilliers aient demandé ces derniers jours à discuter avec eux (Chausson, Alsthom), le montre comme le montre le fait que les ouvriers de la GM. Strasbourg, après avoir multiplié les débrayages de soutien dans leur dernière période, parlent de partir en lutte à leur tour, pour 300 francs pour tous. Le montre enfin, l'extraordinaire solidarité exprimée hier par des milliers de travailleurs, dont nous rendons compte dans cet article.

Aussitöt connue l'intervention policière, dès 6 à l'heure où des milliers d'ouvriers s'apprétaient à rejoindre les usines quand ils n'y étaient pas déjà, la riposte s'organisait : des voitures sonos conduites par des dizaines de syndicalistes, d'ouvriers et aussi certains membres de la mairie révisionniste qui pouvaient difficilement s'abstenir, parcouraient les rues sombres, s'arrêtant devant chaque usine , pour appeler

n'est pas venu là pour la forme, ni pour la gaudrioies, affirmaient nombre d'entre eux. «Si on est là, c'est pour que les flics déguerpissenty, affirmaient d'autres. Comment? Les centaines d'auvriers qui, très vite vont se rassembler devant les grilles ne laissaient planer aucune ambiguité à ce sujet : «Si les organisations syndicales appellent à réaccuper, il ne faudra pas le dire deux fois à ceux qui sont lav, affirme un ouvrier



10 h, devant les grilles de l'usine, face aux flics.

qu'ils voulaient rester sur

Les mots d'ordre que scanderont la quasi-totalité des 5000 travailleurs présents pendant 2 heures de manifestation, viendront le confinner. «Les flics, hors de la GM», réclamaient les ouvriers CFDT et CGT de la GM, les ouvriers CGT de la SNECMA, de Chausson, d'Astra Calvé (Chimie), de la Thomson CSF, ceux de l'usine voisine Damifer (parvention policière, renseignés par leurs collègues du syndicat CGT Police et que dès hiers, ils avaient déménagé en toute hâte le matériel de la CGT I

nL'occupation, ce n'est pas primordial », nous dit un ouvrier. «Ce ne sont pas les quelques jaunes qui vont faire tourner la boîte». C'est vrai. «Mais c'est un lieu où on commençait à s'organiser, à se rencontrer», fait remarquer un autre. Toutes choses en effet qui risquent en effet bien d'être moins faciles, dans les locaux prêtés par la mairie révisionniste. Outre leur étroitesse, il est évident que les résionnistes ne vont pas manquer par ce moyen de couper court aux initiatives qu'ont commencé à prendre certains militants CGT et CFDT ces derniers jours, pour restaurer la démocratie qui a fait cruellement dé-

permet aux initiatives les plus intéressantes, de prendre corps comme cette manifestation avec l'Alsthom à St-Ouen, prévue pour cette semaine, à propos de laquelle les ouvriers de cette usine ont dû se battre des heures pour qu'elle soit adoptée, conformément aux désirs de ceux de la Général Motors! Le bilan de la direction exercée par le PCF sur la lutte, d'autres ouvriers wta mairie nous soutient mais c'est uniquement un soutien matériel. Et encore, il faut voir qu'il se pret de bigos, de drapeaux ranges « Ce soutien matériel déjà fort limité ne saurait en effet palier au soutien politique, à la nécessité d'éten cire la lutte, de faire de celle de Général Motors un pôle autour duquel les ouvriers de Gennevilliers peuvent se regrouper pour engager la lutte. Alors que les révisionsion, des milliers de travailleurs vont accompagner ceux de la Général Motors. on sens inverse jusqu'à l'usine! Alors que les révisionnistes appelaient «à ne pas coder à la provocation», c'est encore ces milliers de travailleurs, qui avent de se

# taut, jusqu'ici. ET MAINTENANT ? Démocratie qui, justement

commençaient à le faire nistes, à la Bourse du Travail, appelaient à la disperquitter face aux 300 CRS. scanderont cette fois «CRS, hors des usines»,

### CONTRE LE CAPITALISME EN CRISE, POUR UN 1º MAI DE LUTTE!

Les municipales n'ont rien réglé : les travailleurs ont infligé un désaveu cinglant à la politique gouvernementale suivie depuis des années : la mise en place du nouveau gouvernement confirme la faillite des partis au pouvoir. Face à l'aggravation du chômage, à la hausse des prix, à l'instransigeance aux revendications salariales, face au projet de restructuration ue la sidérurgie, face aux attaques contre la Sécurité Sociale, face à la répression, les travailleurs montrent la voie de la lutte à Réhault à Fougères, à SCPC à Clermont-Ferrand, à la Sescosem à Grenoble, à Usinor, à Alshtom à St-Ouen, à Général Motors à Gennevilliers, dans les foyers Sonacotra.

Dans le midi viticole, en Bretagne, en Corse, les petits paysans s'opposent aux expulsions et aux saisies. Les yceens, les jeunes des CET refusent la réforme Haby qui planifie leur exploitation future.

Apeurée devant l'aggravation de la crise, la classe dirigeante se divise : la rivalité Giscard-Chirac affaiblit encore ce gouvernement en sursis!

Non à tout licenciement ! Du travail pour tous ! Chômage, vie chère, répression, à bas le plan Barre 1 A la bourgeoisie de payer la crise !

Devant cette situation, la gauche croit son heure arrivée. Mais malgré ses succès électoraux, le peu d'enthousiasme des travailleurs montre bien qu'ils n'ont pas oublié que ce sont les dirigeants révisionnistes et réformistes à la tête des confédérations syndicales qui, depuis des mois, morcellent es luttes, les dispersent dans des journées d'action de 24 heures, empêchant une riposte efficace an plan Barre. Et malgré leurs tentatives pour donner l'illusion d'une force unie, le PCF et le PS, qui réactualisent actuellement le programme commun, ne peuvent cacher les profondes divergences entre leurs projets respectifs : alors que le PS, à l'image de la social-démocratie anglaise ou allemande, est prêt à gérer loyalement les intérêts de la bourgeoisie française, le projet du PCF, en augmentant le nombre des nationalisations, vise à recomposer une nouvelle bourgeoisie dans le cadre d'un capitalisme d'État.

Divisée, avant même d'être au pouvoir, la gauche bien ncapable de conjurer la crise, ne pourra que la prolonger en

Pour faire mûrir la défiance réelle des travailleurs devant les fausses solutions de la gauche en une claire conscience de la nature bourgeoise des forces qui la composent, le PS comme le PCF, pour combattre les illusions électoralistes qu'ils entretiennent, la nécessité se fait sentir plus que jamais d'affirmer la voie révolutionnaire, seule solution à la crise, et la perspective de la France socialiste!

Une seule solution, la révolution socialiste

L'impérialisme français en crise, malgré ses défaites successives, maintient son pouvoir colonial dans les prétendus DOM-TOM et des intérêts néo-colonialistes dans d'autres pays. A la Guadeloupe, en ce moment, les masses populaires s'opposent à sa domination.

> A bas l'impérialisme français ! Indépendance pour les colonies !

Les deux super-puissances, les USA et l'URSS rivalisent pour l'hégémonie mondiale. Partout dans le monde, plus récemment en Angola, au Zaire et dans toute l'Afrique, leurs rivalités et les tentatives de l'URSS de conquérir de nouvelles zones d'influence, subsistent de nouveaux foyers de guerre. Les deux super-puissances relancent la course aux armements, sous prétexte de les limiter. Deux ans après les accords d'Helsinki, et avant Belgrade, la détente apparaît pour ce qu'elle est : un moyen de masquer les préparatifs de guerre notamment en Europe.

> Brejney, Carter préparent la guerre !-Préparons la Révolution !

La Chine populaire et l'Albanie ont remporté de nouvelles victoires dans le renforcement de la dictature du prolétariat. dans l'édification socialiste. Les succès des pays socialistes renforcent la détermination des travailleurs dans leur lutte pour le socialisme.

Vive la Chine et l'Albanie socialistes !

Plus que jamais, ce 1º mai 1977, dans la France capitaliste en crise, c'est la voix du prolétariat révolutionnaire, c'est le retus du capitalisme pourrissant, c'est le refus des solutions capitalistes de la gauche, c'est l'aspiration à une autre société, socialiste qui doivent se faire entendre. Pour réaliser ce but, l'unité des marxistes-léninistes est une exigence et une nécessité.

Faisons de ce 1º mai, à Paris, un rassemblement des forces marxistes-léninistes, des énergie révolutionnaires qui, face aux échéances de 1978, dans le combat contre la crise capitaliste, trace la voie de la révolution socialiste dans notre

Français, immigrés, une seule classe ouvrere !

Ni Giscard, ni Marchais, ni Mitterrand, une seule solution, la Révolution

A bas l'impérialisme français A bas les 2 super-puissances !

Vive la Chine et l'Albanie socialistes I

A bas le révisionnisme ! Vive le marxisme-léninisme !

MANIFESTONS TOUS A 10 h, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

A l'appet du

Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste des Communistes manxistes-léninistes de France de l'Humanité Rouge

de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire de la Jeunesse Communiste marxiste-léniniste de France



115 000 à soutenir la General Motors ; ca me rappelle 74, à Chausson».

à la solidarité : «On n'avait pas vu une telle manifestation depuis 74 In. De 7 heures à 10 heures, en longues files, des milliers d'ouvriers en bleus convergealent vers l'usine.

En bref... SCHLUMPF

La CFDT a présenté au tribunal une centaine de

factures découvertes à l'ex-musée de Schlumpf, qui

établissent de façon formelle à l'encontre des frères

Schlumpf, le délit de détournement de biens

sociaux, pour lequel la CFDT a porté plainte. Les

travaux de restauration des vieux tacots étaient

opérés en partie par les ouvriers de Glück et de

Malmerspach, en partie par des artisans extérieurs,

le tout ainsi que les pièces (fort coûteuses car

beaucoup étaient introuvables et devaient être

refaites d'après l'original) étaient facturés sur le

compte des filatures. Voilà ce qui justifie plus que

amais la revendication des travailleurs qui exigent

la saisie de tous les biens des frères Schlumpf et la

reprise par l'État du musée (valeur : 10 milliards) en

contre-partie d'une subvention équivalente qui

permettrait la continuation de l'activité et le

maintien de tous les emplois.

de Lincoln. Mais ce mot ticulièrement applaudi par d'ordre que beaucoup attendaient, ne viendra pas. Et les ouvriers n'accepteront finalement de partir en manifestation qu'une heure après l'heure prévue

des milliers d'ouvriers qui n'ont pas oublié la lutte menée dans cette entreprise il v a quelque temps.

Entre deux mots d'ordre, animées prennent corps.

### LES SYNDICATS **ETAIENT AU COURANT** DE L'EVACUATION IN

«Pourquoi n'a-t-on pas repris l'usine 2», s'exclamaient plusieurs ouvriers de la GM. «Les flics étaient peu nombreux, c'était possible», fait remarquer un vieil ouvrier de Lincoln «chez nous, en décembre, on les avait bien repoussé /v. Plus précis, il ajoute : «En fait, il ne suffit pas de pouvoir, encore faut-il vouloir /» Plus pré-ce, les dirigeants du PCF dans la CGT mais aussi les membres du PS dans la CFDT sont plus préoccupés de faire reprendre le travail ! Sait-on que ces messieurs étaient au courant de l'inter-

### Corresp. Strasbourg

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

### Manifestation pour **Detley Schultz** à Strasbourg

Vendredi soir, la police a violemment dispersé dans le hall de la gare de Strasbourg plus d'une centaine de manifestants qui protestaient contre l'extradition de Detlev Schultz, livré à la police allemande et contre la torture en RFA. Les flics, en très grand nombre, ont ensuite pourchassé les manifestants tout autour de la place de la gare où un parking souterrain est actuellement en construction. Selon certains témoins, des policiers allemands auraient assisté à cette opération. Les gouvernements français et allemand n'attendent même pas la ratification de la convention anti-terroriste européenne pour renforcer leur coopération dans la répression.

### La journée de l'arbre en Alsace

A l'occasion de la journée de l'Arbre, en Alsace, travailleurs forestiers et militants écologistes se sont réunis en signe de protestation dans la forêt rhénane d'Heiterem (Haut Rhin), gravement amputée par la réalisation d'une zone industrielle qui risque fort d'ailleurs de rester déserte.

Dans une motion, les forestiers alsaciens CGT et CFDT ont dénonce :

le caractère publicitaire et démagogique de cette initiative du gouvernement ;

la tromperie qui consiste à faire planter en public quelques arbres, pendant que, d'un autre côté, on pratique l'arrachage de milliers d'hectares de forêts (plus de la moitié de la forêt rhénane a été coupée en vingt ans) ; la façon hypocrité avec laquelle l'administration forestière est menée ;

les moyens de pression dont a usé la hiérarchie pour empêcher les travailleurs forestiers de se rendre à Heiterem (notamment vis-à-vis des forestiers de Guebwiller, Saverne, Hagenau, et Sarre-Union).

Ils exigent la défense sans restriction de toutes les forêts et réaffirment à nouveau qu'ils luttent pour la fusion de toutes les fonctions forestières, seul moyen de gérer, de protéger et d'entretenir le patrimoine forestier français gravement menacé par la pression des groupes industriels et financiers.

Corresp. Strasbourg

### Agression raciste à Chambéry

### IL TIRE DE SANG FROID SUR UN IMMIGRE

Le jeudi 7 avril, au tribunal correctionnel de Chambéry, Yves Davioli comparaissait pour coups et bles-

Yves Davioli, 28 ans, est un type qui veut jouer les gros bras. Il se vante d'être un videur. S'il ne l'est pas moins à réaliser ce «rêve». Récemment il a fait l'acquisition d'un révolver 22 long d'une association, «Les chevaliers tireurs», qui sont des gens qui apprennent à manipuler des armes dans un parc réservé.

On devinera qui fréquente cette société d'apprentis tireurs d'élite

Voici les faits. Un soir de janvier une dispute bénigne sures. oppose la patronne d'un menacée. Celle ci loin de se migrés v sentir menacée, lui déclare : miennes»; mais Davioli per rendu le 22 avril siste. Alors que Bouslimi est

déià sorti du café, il saisit Milet aux épaules le bouscule hors du café et lui assène un coup de poing en pleine figure. Après s'être relevé, Milet ramasse une pierre. C'est alors que Davioli sort son révolver et fait feu à deux reprises. Bouslimi s'écroule touché par une balle dans la réalité, il tient néan- au poumon. Il rejoindra à pied l'hôpital. Sa blessure ne sera pas mortelle.

Il est à noter que le juge rifle, car, dit-il, il se sent d'instruction a prononcé, menacé. De plus il fait partie avant le procès, la mise en liberté provisoire de Davioli, sans doute protégé en hautlieu. Mais cette décision a été rejetée par la Cour d'Appel

A noter également que Davioli n'a pas été inculpé de tentative de meurtre mais seulement de coups et bies-

Au cours du procès, l'acafé à deux travailleurs tuni- vocat de Bouslimi, suivi en siens : Abdelhamed Bousli- cela par le substitut, a mi et Romdhame Milet. Yves dénoncé le caractère raciste Davioli quitte la table où il de l'agression. Il a précisé : consommait et se mêle à la ¿Davioli appartient à ces discussion car, dit-il, il sent groupes d'individus qui s'atque la patronne du café est taquent aux travailleurs im-

La peine requise est de un «Mélez-vous de vos affaires an ferme plus un an avec et laissez-moi m'occuper des sursis. Le jugement sera

Correspondant Chambéry

Congrès du mouvement HLM

# UN CONSTAT DE CRISE

Le congrès annuel du mouvement HLM s'ouvre mardi à Bordeaux. Considérés généralement comme des «logements sociaux», créés pour loger aux moindres frais les travailleurs, afin de limiter le coût du logement et ses répercussions sur le coût de la force de travail, les HLM traversent aujourd'hui une crise grave. Cette crise présente divers aspects : le nombre d'HLM construites est en

régression, leurs loyers sont trop élevés pour les ouvriers auxquels ils sont théoriquement destinés, la réforme du financement du logement menace leur avenir et enfin, sur un autre plan, le type d'habitat construit par les organismes de HLM : cités dortoirs, masses de béton, immeubles de mauvaises qualité, est de plus en plus rejeté par les travailleurs

construction est en régression : en 1976, le nombre d'HLM locatives a diminué de 26% par rapport à 1975. Et le plan Barre a encore réduit les crédits destinés au logement

Le loyer des HLM devient inabordable : en région parisienne, le loyer mensuel d'un HLM de quatre pièces est de 1 000 F. En conséquence de nombreux travailleurs ne parviennent plus à payer leur loyer et sont poursuivis par les organismes HLM qui montrent ainsi ce qu'il en est de leur caractère «social». Saisies, expulsions en proportion importante ont pour origine des organismes HLM qui portent plainte pour défaut de paiement de loyer. D'autre part, les organismes HLM font une enquête serrée sur tous ceux qui sollicitent un logement HLM n'accordant cette faveur

Le nombre d'HLM en qu'à ceux qui justifient d'un salaire suffisamment élevé.

> La réforme du financement du logement élaborée par Barre, avant qu'il ne soit membre du gouvernement vient aggraver gette situation : elle supprimera ou diminuera l'allocation logement de nombreux ménages sans augmenter suffisamment celle des revenus les plus bas. De plus, elle risque de priver les HLM d'une partie du financement public qui leur était réservée et qui serait maintenant ouvert également aux promoteurs privés. Cette situation et le fait que de nombreux organismes d'HLM sont dirigés par des élus du PS et du PCF, surtout depuis les municipales avec le passage à la gauche de nombreuses villes et donc des offices municipaux qui en dépendent, entraîneront au cours de ce congrès de vives

critiques de la politique gouvernementale en matière de logement. Mais pour proposer quoi 7 Les propositions de la gauche ne prévoient rien d'autre qu'une accélération de la construction de HLM, notamment par de meilleures conditions de financement. La politique capitaliste du «logement social» n'est nullement remise en cause l'entassement dans des cités

mortes, éloignées des centres de travail et d'activité, dans des cubes, des barres ou des tours de béton. Les travailleurs seront absents de ce congrès pour en parler, leurs seuls liens avec les organismes d'HLM qu'ils soient de droite ou de gauche, c'est le paiement du loyer et parfois l'avertissement ou la menace de saisie

### Partout, des Fessenheim

Dans une partie de l'Alsace, villes et villages se sont réveillés samedi matin avec le nom de Fessenheim remplacant symboliquement le leur sur les panneaux indicateurs.

Par cette action spectaculaire, les militants antinucléaires ont voulu montrer que la lutte pour les garanties élémentaires à Fessenheim était l'affaire de l'ensemble de la population alsacienne. A Gerstheim et à Heiterem, l'occupation continue

### Victime de Moon

# UN JEUNE SE SUICIDE PAR LE FEU

Un jeune de 20 ans est la secte dernière victime de la secte Moon. Etudiant à Rennes. Patrick Esnault s'est suicidé par le feu à Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine) où habitent ses grands-parents.

Patrick Esnault qui était cette enquête soit au point depuis peu en contact avec la secte anti-communiste du Sud-Coréen Sun Myung Moon dont l'appellation exacte est Association Universelle pour le Christianisme Mondiale, venait d'assister à un «stage» dans la région parisienne. Vendredi après le déjeuner, il s'est rendu sur un parking de Saint-Lunaire, s'est aspergé d'alcool à brûler et a mis le feu à ses vêtements. Il n'a pu être sauvé malgré l'intervention rapide d'un témoin et son transport au CHU de Nantes.

Ce fait dramatique attire à nouveau l'attention sur les agissements de la secte Moon, agissements dénoncés à plusieurs reprises par l'Association de Défense de la famille et de l'ic dividu qui est composée de parents d'enfants victimes de la

L'an dernier, Poniatowski avait annoncé qu'une enquête allait être menée sur les activités de la secte en France, activités financées par la CIA. Or, il semble que mort et que les moonistes tains ont été expulsés des continuent d'exercer librement leurs activités et leur

Pendant la campagne électorale à Paris, les dirigeants moonistes dont cer-

USA, ont rencontré des membres des formations politiques de la majorité présidentielle, leur demandant leur appui au nom de la lutte contre le commu-



Assemblée de parents de victimes de Moon

# INTERNATIONAL

### Afrique Australe

### **NOUVEAUX PLANS** DES IMPÉRIALISMES OCCIDENTAUX

Après sa rencontre avec le chef du gouvernement raciste de Rhodésie, Smith, Owen, le ministre des Affaires Etrangères britannique s'est rendu en Angola où il a pu rencontrer les chefs d'Etat des pays de première ligne. Owen s'est déclaré optimiste, affirmant qu'il y avait des «progrès» dans ses discussions avec Smith. Le nouveau plan élaboré conjointement avec l'impérialisme US prévoit en paroles «le transfert du pouvoir à la majorité» pour 1978. Mais en même temps, il prévoit l'organisation d'élections sous le régime de Smith ce que les patriotes ont, bien entendu, toujours refusé. Ainsi, bien qu'ils veuillent empêcher que les mouvements de libération prennent le pouvoir par les armes et qu'ils tentent de prendre de vitesse l'URSS qui menace d'intervenir, les impérialismes occidentaux ne se sont pas décidés à faire pression sur Smith pour le faire céder sans conditions, ce qui est la seule solution.

Le Front Patriotique du Zimbabwe a publié un communiqué précisant sa position sur ce nouveau plan. Il considère que l'ouverture de négociations aujourd'hui dans de telles conditions, n'aurait pour but



Les patriotes du Zimbabwe manifestent pour l'indépendance devant Owen à Salisbury

que de «distraire l'attention. induire en erreur, faire naître de faux espoirs». Le Front Patriotique exige, dans le cadre d'une nouvelle conférence, la reconnaissance de l'état de guerre et un calendrier de négociations rapide (quatre ou cinq jours) pour le transfert du pouvoir. C'est d'ailleurs cette position que de nombreux patriotes ont signifié à Owen en manifestant au cours de sa visite à Salisbury.

De son côté, Carter qui vient de confier à Mondale une mission spéciale en Afrique, a confirmé que les Etats-Unis entendaient jouer un rôle dans le règlement de la situation en Afrique Australe, pour faire pièce à l'offensive diplomatique de Podgorny. Il a dit que, pour le moment, il laissait à la Grande-Bretagne un rôle actif, mais qu'il se réservait la possibilité d'intervenir plus directement. Alors que son

ambassadeur, Young, avait qualifié le gouvernement de Prétoria d'«illégitime», Carter a rectifié cette appréciation disant que le régime de Vorster a «une influence stabilisatrice en Afrique Australe» et qu'il compte dessus pour un «règlement pacifique». Ainsi l'impérialisme US souffle le chaud et le froid, sommant les régimes racistes de se réformer, mais refusant de les remettre en cause fondamentalement.

### Zaire

### LES INTERVENTIONS SOVIETIQUE ET FRANÇAISE CONTINUENT

L'URSS continue à nier toute responsabilité dans le conflit du Zaire, alors qu'il est évident que, par tous les moyens, ventes d'armes, subversion, infiltration dans les mouvements de libération, elle cherche actuellement à profiter de la situation de grands changements en Afrique. En maintenant des mercenaires cubains qui contrôlent des régions entières en Angola, en intervenant pour former, encadrer et appuyer les rebelles du Katanga, l'URSS a engagé le processus d'internationalisation des affaires intérieures du Zaire.

Mais l'intervention de l'impérialisme français n'est nullement, comme le prétend Giscard, un moyen de règler l'affaire «dans un cadre africain». Il s'agit en fait d'un plan bien établi pour redonner l'initiative aux impérialismes occidentaux en Afri-

Les troupes marocaines ont pris position dans les environs de Kolwezi pendant que les maquisards lançaient leur première attaque d'envergure. Selon les quelques informations parvenues de là-bas, les combats auraient été particulièrement violents. Les troupes marocaines et zaïroises auraient conne des pertes assez lourdes d'après l'État major zaïrois qui parle de plusieurs morts.

L'objectif des troupes marocaines serait de prendre position sur certains secteurs considérés comme stratégiquement importants, notamment le long de la voie ferrée qui relie Kolwezi, la principale ville de la province de Shaba à Mutshatsha, la principale ville tenue par les maquisards.

Selon le «Front de Libération» qui a organisé l'offensive dans cette province zaïroise, parmi les victimes des combats il y aurait deux français dont les corps ont été vus à la suite des affrontements. En tout cas des témoignages indiquent que loin d'être stoppé l'engagement français s'est accentué dans le sillage de l'opération «Transall».

### LES CONTRE VÉRITÉS DE GISCARD

La première serait que l'opération Transall mettrait fin au pont aérien français. En réalité aux côtés des dix Transall de l'armée de l'air, trois Boeing 747 d'Air France et un DCS d'UTA de justification dans les effectuaient des rotations. Ces quatre appareils n'ont pas regagné leurs bases et semblaient poursuivre leurs opérations. Ensuite il est faux que les Transall aient regagné la base d'Orléans : deux restent en attente en état d'alerte sur l'aérodrome de Libreville au Gabon, le

pays africain le plus proche du Zaire ayant des accords de coopération militaire avec la France. Deux autres sont stationnés à Dakar, Sénégal, la principale base africaine. Quatre appareils sur les dix sont prêts à intervenir à tout moment. Selon un article du «Point» qui fait état de confidences des milieux gouvernementaux les avions français ont utilisé outre l'aéroport de Libreville d'autres aéroports africains pour se ravitailler.

La seconde contre-vérité est l'affirmation selon laquelle il n'y aurait aucun engagement militaire francais direct. En fait les correspondants français qui ont vu Kolwezi, notamment le reporter de «France-Soir» affirment : «Dès l'arrivée sur l'aéroport on comprend qu'ici les militaires français commandent : ils sont une vingtaine d'officiers. Béret rouge tenue camouffée sans arme ils circulent à bord de jeep de l'armée française.

«Spécialiste de la guerre subversive, its appartiennent pour la plupart au service «Action» da SDECE». Ce qui confirme les propos du colonel Franceschi, relevé de son poste à Kolwezi la semaine dernière pour avoir dit aux journalistes que les militaires français organisaient la défense de la ville. Aujourd'hui ils refusent de parler aux journalistes, mais ils agissent.

Enf., il avait agi au nom de l'Europe n'a pas trouvé propos du ministre italien des affaires étrangères qui après avoir dénoncé atoutes les ingérences au Zaire a déclaré que l'Italie n'avait pas été informée de l'intention de Giscard de transporter «par avions du matériel marocain au Zaire».

### Brésil

### LE PRÉSIDENT SE TAILLE UNE NOUVELLE LOI ÉLECTORALE

En prévision des élections lateurs des Etats et des Geisel a décrété une nouvelle loi électorale qui «élargit» la pratique du suffrage indirect et garantit le pouvoir à ses partisans.

- Le président sera élu par un collège électoral composé du congrès et des représentants des Etats, ce qui assure que le prochain président sera un militaire soutenu par le parti gouvernemental.
- électoral composé des légis ce qu'il veut.

conseillers municipaux, ce qui permettra au parti gouvernemental de s'assurer 20 sièges de gouverneur sur 21.

- Un tiers des sénateurs seront choisis au suffrage indirect ce qui garantit 20 sièges au gouvernement sur
- · Les amendements constitutionnels pourront être adoptés à la majorité simple au lieu de la majorité des Les gouverneurs d'État se- deux tiers, ce qui permet à ront désignés par un collège. Geisel de promulguer tout

### Belgique: après les élections, rien n'est réglé

Les élections de ce week-end en Belgique ont redonné sa majorité au gouvernement de la droite démocratechrétienne de Tindemans. Ces élections anticipées avaient été décidées par le gouvernement belge pour tenter de sortir de la crise sociale et politique. Les travailleurs avaient mis en difficulté le gouvernement en déclenchant une série de grèves hebdomadaires contre le plan d'austérité Egmont, équivalent du plan Barre, destiné à organiser le chômage. Alors que les directions syndicales ont voulu respecter la trêve électorale, les travailleurs ont poursuivi les séries de grêves, en particulier en Wallonie, particulièrement touchée par le plan de restructuration de la sidérurgie. Mais le maintien de Tindemans au pouvoir ne l'empêchera pas de se retrouver face à la colère des travailleurs.

# En bref... En bref...

### PHILIPPINES : RÉFÉRENDUM DANS LES PROVINCES DU SUD

Déjà reporté plusieurs fois, le référendum sur l'autonomie des provinces de Mindanao au sud des Philippines a eu lieu dimanche. Depuis des années, le Front de Libération Moro mène une guérilla contre le gouvernement de Marcos pour obtenir l'autonomie de la minorité musulmane qui est majoritaire dans ces iles. A la suite des négociations de Tripoli, un accord entre le gouvernement et les rebelles avait été conclu, mais le Front de

Liberation Moro estime que l'interprétation qui en est faite aujourd'hui est restrictive (le Front exige une armée autonome pour les musulmans). Le referendum proposé par le gouverne ment de Marcos prévoit une forme d'autonomie peu claire, avec des questions différentes. Un porteparole du Front de Libération Moro a déclaré que son organisation boycotterait «un referendum qu'il estime sans signification et contraire à l'accord de Tripoli.»

### LIGUE ARABE : REUNION SUR DJIBOUTI

Le conseil de la Ligue Arabe s'est réuni hier en séance extraordinaire pour débattre de l'avenir de Djibouti. Le secrétaire général doit rendre compte des discussions qu'il a eues avec la France pour exiger des garanties

au sujet du referendum qui doit avoir lieu le mois prochain. Rappelons que, de son côté, l'Organisation de l'Unité Africaine a également demandé des garanties et de pouvoir envoyer des observateurs à Djibouti.

### PAKISTAN : CONCESSIONS DE BHUTTO

Devant les mouvements de protestation contre les résultats des dernières élections, le premier ministre Bhutto n'a pas accepté de démissionner. Il a restauré la liberté de réunion et a proposé de recommencer les

élections dans quatre provinces, elors que l'opposition demande qu'elles soient recommencées partout.

### ASSAD **EN URSS**

Le président syrier. Assad est arrivé hier à Moscou, II doit discuter avec Brejnev du aplan de paix» proposé par l'URSS et de la reprise de l'aide soviétique à la Syrie.

# INTERNATIONAL

### revues

# des peuples du monde

UNE NOUVELLE REVUE POUR LA PALESTINE

## BULLETIN

du Collectif sur les détenus et prisonniers palestiniens en Israël

Control of the contro



Le premier numéro d'une nouvelle revue destinée au soutien à la lutte des prisonniers palestiniens en Israël est paru.

Outre la publication de l'ensemble des dépêches (la plupart complètement passées sous silence en France) portant sur la lutte des prisonniers palestiniens et le soutien qu'elle a reçu, le bulletin présente les rapports des avocats israéliens sur la situation des prisonniers palestiniens. Me Léa Tsemel qui a rédigé trois de ces rapports dénonce les conditions dans lesquelles s'opèrent les arrestations à Jérusalem. «La police israélienne reçoit des services secrets des listes de personnes à arrêter sur la base d'informateurs... il existe des listes permanentes de jeunes considérés comme des «meneurs» qu'or s'emploie à harceler en les arrêtant sous le moindre prétexte». Les conditions de détention sont telles que les détenus palestiniens perdent une grande partie de leurs capacités physiques. Ce premier bulletin constitue le plus complet des moyens de connaissance sur les prisons israéliennes, et fait attendre avec impatience le second numéro.

### CANADA: RESTRICTIONS «VOLON / AIRES» ET UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIERE UNE BROCHURE CONTRE LA LOI DE CONTRÔLE DES SALAIRES

Au Canada, un plan anti-inflation a été instauré depuis 16 mois sous le nom de «loi C.73». Dans une brochure très complète, les marxistes-léninistes d'«En lutte» en montrent les affets contre la classe ouvrière : augmentation de la productivité, des accidents de travail, des maladies industrielles, des mises à pied, augmentation du chômage ainsi que l'aggravation des conditions de vie de toutes les composantes de la classe ouvrière et du peuple canadien. Une particularité : la commission de lutte contre l'inflation intervient lorsque des accords sont passés entre ouvriers et patrons : «En une seule année, des ententes touchant 2 435 000 travailleurs ont été soumises à la guillotine de la commission. 250 millions de dollars ont été ainsi extorqués aux travailleurs et se sont ajoutés aux profits des entreprises grâce aux coupures de salaires...c'est à coups d'injonctions, de suspensions, de poursuites judiciaires contre les syndicats, de lois spéciales, d'amendes et de peines de prison que l'Etat canadien a imposé ces restrictions dites «volontaires», précise la brochure avant de présenter un aspect important de la lutte de classes au Canada aujourd'hui : «Le. divisions entre ouvriers anglophones et francophoes, travailleurs canadiens et immigrants, travailleurs du secteur public et du secteur privé... toutes ces divisions... commencent à être bousculées par la détermination et la volonté d'en finir avec les mesures de crise imposées par l'Étatia.

### URUGUAY INFORMATIONS LES ÉMIGRÉS URUGUAYENS SE COORDONNENT

Les émigrés politiques uruguayens ont tenu une réunion rassemblant 14 comités de plusieurs pays et ont publié une déclaration commune exigeant notamment la libération immédiate des prisonniers politiques. Dans un appel aux syndicats, ils les appellent à soutenir la Centrale Nationale des Travailleurs (CNT) qui rassemble 90% des syndiqués, interdite, et à boycotter les centrales que la dictature veut imposer aux organisations internationales.

Le bulletin rapporte également des révélations faites devant le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU selon lesquelles la vie des politiciens en exil est en danger. Des informations font également état de la présence de militaires uruguayens en Europe pour assassiner le sénateur Erro et de l'ex-candidat à la présidence Wilson Ferreira Al Dunate.

Irlande

# MANIFESTATION A DUBLIN

### Contre la répression et en soutien aux grèvistes de la faim

Malgré le gouvernement qui avait été jusqu'à menacer ceux qui manifesteraient samedi dernier à Dublin, ce sont plus de 10 000 personnes qui ont défilé dans le centre de Dublin, de St Stephen Green jusqu'à O'Connell Street et la Poste Centrale : GPO.

manifestation monstre avait pour but de soutenir les détenus républicains qui entamment aujourd'hui leur 43ème jour de grève de la faim, et contre la répression utilisée à une large échelle en république d'Irlande, La manifestation était très applaudie par la population et arrivée à la GPO les représentants de diverses organisations présentes, à savoir le Sinn Fein Provisoire, le Parti Socialiste Républicain Irlandais. 1'Association Irlandaise des droits civiques, des comités de chômeurs et une organisation marxiste-léniniste, ont montré dans leurs prises de parole la nécessité, face à cette répression, d'unir et de se baser sur le peuple pour qu'il mette fin à la présente situation. La présence de plus de 600 policiers et les menaces n'auront donc pas réussi à dissuader les gens, comme en témoignent les nombreux cars venus également de Belfast, Derry, Newry,

Dimanche après-midi, c'est la finale de la coupe de foot-ball Gaëlique qui était interrompue quelque temps par une manifestation similaire, samedi prochain une nouvelle manifestation doit avoir lieu à Dublin, avant cela les occupations de locaux continueront à se faire tous les jours comme depuis deux semaines.

La situation des républicains grévistes de la faim ne cesse de s'aggraver, ainsi deux d'entre eux ont-ils accepté de recevoir des soins et de la nourriture. Les 18 autres sont dans leur 43ème jour de lutte. Pour l'instant ils sont tous à l'hôpital militaire du Curragh et, selon la sœur de l'un d'eux, il se pourrait fort bien

qu'ils soient ramenés incessamment à la prison de Port Laoise. Mais c'est le black-out total sur leur sort, le lundi de Pâques, quelques parents ont pu rendre visite sous une surveillance policière qui comme à l'habitude enregistre tout ce qui est dit tant par le prisonnier que par sa femme qui se trouve derrière une vitre...

Dans tout le pays des meetings organisés par le Sinn Fein Provisoire, l'Association des Droits civiques irlandais, les parents des détenus, se déroulent. Des motions de soutien arrivent de la part de nombreux syndicalistes et directions syndicales ainsi que des comités de chômeurs.

Des membres du Conseil d'Etat, des députés et dipersonnalités verses comme la sœur de Connolly, I'un des dirigeant de l'insurrection de 1916 fusillé sur sa civière par les Anglais, se sont joints au grand mouvement qui demande l'ouverture d'une enquête sur la violation des droits les plus élémentaires de l'homme dans les prisons du sud. Cette demande est refusée par le ministre de la justice Mr Cooney qui a l'audace de déclarer que vu qu'il sait ce qui se passe dans les geôles il n'est pas nécessaire de faire une enquête car... tout y est bien.

Sébastien GWELTAZ



# UNE SEMAINE DE SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique organise au cours de la semaine du 18 au 25 avril, une semaine de solidarité, qui doit marquer le point de départ pour un nouvel essor de la solidarité avec le peuple sahraoui.

Il y a maintenant 18 mois que les armées de Hassan sont entrées au Sahara occidental, que les régimes marocain et mauritanien se sont partagés le pays avec le concours de l'Espagne. Dans son appel à la journée de solidarité, l'association écrit notamment: «Les épreuves ne sont pas épargnées au peuple sahraoui...

Et pourtant, il reste debout ! Organisé au sein du Front Polisario, il est décidé à poursuivre la lutte pour obtenir la reconnaissance de ses droits bafoués, pour accéder à la liberté et à l'indépendance.

C'est cette détermination d'un peuple tout entier que tentent vainement d'abattre les régimes marocain et

mauritanien, soutenus dans leur entreprise par les puissances impérialistes, au premier rang desquelles se tient la France, alimentant les pays agresseurs en armes et en devises, aidés aussi par le silence entretenu dans l'opinion mondiale sur la lutte courageuse des sahraouis.

Pour continuer sa lutte, le peuple sahraoui a besoin du soutien des autres peuples».

Cette semaine de solidarité doit être à la fois l'occasion de développer une campagne de propagande importante sur la lutte du peuple sahraoui et d'accélérer la collecte d'argent, de vêtements, de médicaments, notamment pour permettre aux réfugiés sahraouis, qui sont plus de cent mille dans la région de Tindouf selon le recensement récemment achevé, d'organiser leur auto-subsistance.

Depuis 18 mois, la situation a beaucoup changé. Après avoir dù assurer la défense des réfugiés victimes des bombardements et poursuivis par les troupes d'invasion, après avoir vu les puissantes colonnes blindées marocaines pénétrer en de nombreux points stratégiques du Sahara, malgré leur résistance, les combattants sahraouls ont modifié le rapport de force.

Aujourd'hui, après les opérations qui ont constitué l'offensive dite «d'été», puis pendant l'offensive baptisée El Ouali, l'initiative est passée progressivement entre les mains de l'Armée de Libération Populaire du Sahara. Aujourd'hui, les combattants portent le combat

au cœur des zones essentielles de l'occupant, parce qu'ils sont armés d'une détermination irrésistible, parce que, depuis le début de l'invasion, l'unité du peuple sahraoui s'est consolidée, s'est matérialisée après un débat sans cesse poursuivi, par la prise en mains par les réfugiés et les combattants eux-mêmes de toutes les affaires les concernant, parce que cela a permis aux combattants de s'organiser mieux, de mieux définir leurs objectifs. C'est ce que nous expliqueront les représentants sahraouis que nous avons pu rencontrer.

L'association des amis de la RASD dispose d'un riche matériel de propagande, en brochures-dossier et aussi photographique.

Un diaporama constitué de 208 photos est également disponible, en prenant contact avec l'association.

Passez commande à «l'association des Amis de la RASD»: BP 236 75 264 - Paris Cedex 06.

Les colis peuvent également être adressés à Marseille, Association des Amis de la RASD, % CIMADE, 26 Bd des Dames - 13 002 et à Orléans, chez Isabelle Borne 64 rue d'Illiers.

### Prochainement, la parution du livre

# "adieu israel",

par Efraim SEVELA

**Editions Guy Authier** 

### **«L'AN PROCHAIN N'IMPORTE OU** SAUF A JÉRUSALEM»

Les éditions Guy Authier vont publier prochainement «Adieu Israël». Dans ce livre, le cinéaste soviétique Efraim Sevela raconte son histoire. Le 24 février 1971, en fin de matinée, avec 23 autres juifs, il occupait la salle d'accueil du Palais du Soviet Suprême à Moscou, pour tenter d'obtenir le droit d'émigrer en Israël. Ce droit qui lui sera accordé ainsi qu'à 19 autres, crée un précédent : le départ massif des juifs d'Union Soviétique vers l'État sioniste, a commencé après ce ; événements.

Six ans plus tard, Sevela, comme des millions d'autres émigrants juifs, a décidé de quitter à jamais l'État d'Israel. Il conclut son récit en déclarant que l'État d'Israel est condamné à disparaître à bref délai, après avoir montré à la lumière de quelle expérience les illusions qu'il nourrissait en février 71 ont chez lui brutalement disparu.

Efraîm Sevela dénonce les marchands d'illusions que sont les responsables de l'Etat d'Israël. Il prend notamment l'exemple de la façade que constituent les kibboutz, pour mettre en évidence la nature artificielle et corrompue de l'Etat sioniste, au-delà des illusions avec lequel on a voulu créer l'image de marque d'«Israël» à travers le monde et attirer ainsi les juifs du monde entier, notamment ceux d'Union Soviétique .

«Que sait-on exactement des kibboutz, quelles sont les impressions qu'emportent par le monde, les innombrables délégations et groupes de touristes ? Quelles sont donc les légendes qui circulent parmi les crédules, juifs ou non? Mon Dieu, comme on a donc envie lorsqu'on nous parle de ces miracles, de tout pour aller vivre quitter ... dans un kibboutz (...)

Les kibboutz, façade du socialisme israelien, sont devenus depuis longtemps déjà des machines à charité et des exploiteurs collectifs.. Les kibboutz sont soigneusement arrosés d'une pluie d'or de dotation et de subsides (...) Dans les kibboutz, presque toute la construction est réalisée par la main d'œuvre extérieure, et en particulier les fameux thélitres et piscines : ce sont des arabes et des druzes qui recoivent un salaire minimum et sont privés de toute sécurité sociale (...)

Mais ce n'est pas tout. Le travail de routine destiné à l'exploitation du kibboutz lui-même : la cuisine, buanderie collective, etc..., est également confié à de la main d'œuvre extérieure. Et dans ce domaine, l'exploitation revêt les formes les plus

raffinées et inattendues (...)» Sévéla montre comment les kibboutz servent à former le personnel de l'appareil gouvernemental et note à ce propos: «Les kibboutz ne cessent de fabriquer de nouveaux bourgeois, toujours bien ajustés, et le parti (au pouvoir) colmate, grâce à eux, les brèches de l'appareil gouvernemental.»

Et Sévéla résume en quelques traits la réalité de la «démocratie» israelienne : wll est vrai que les ministres

israeliens viennent de temps à autre, dans de magnifiques voitures de service, dans des kibboutz reculés où pendant une heure ou deux, pour la galerie, cherchant à être vus, ils épluchent des pommes de terre ou nettoient les tables sales sous le regard attendri des touristes de la gente féminine ou des naits politiques crédules» (...) Mais, les jeunes n'y croient plus et ils aquittent les kibboutza dit Sévéla, «comme en Russie, ils fuient les kolkhozes».

Pour certains, de plus en

un autre espoir est né dans le regard déjà moins assuré des Israéliens :

-L'an prochain... à New-York, Londres, Paris, Munich, Francfort... n'importe où, mais pas à Jérusalem».

Pour tenter de cacher l'énorme étendue de l'émigration, les autorités israéliennes recourent à la mystification des statistiques. Sévéla évoque à ce propos le célèbre poème de Gogol : «les âmes mortes» qui conte l'histoire d'un aspirant propriétaire terrien qui s'était

gration donnée par le Kremlin, correspond à la volonté soviétique de faire pression sur les pays arabes et d'intervenir dans les affaires du Moyen-Orient. Sévéla montre comment le courant d'émigration juif en Israël fut employé par les autorités soviétiques comme moyen de pression contre Sadate décidant d'expulser d'Egypte les conseillers militaires soviétiques. Quant à ceux qui quittent

par exemple, aux Etats-Unis, les gouvernants impérialisleurs propres juifs».

Pour Sévéla, la création eux vivaient avec elle en en 1947, comme sous l'effet d'un tremblement de terre».

Miné de l'intérieur, l'Etat d'Israël ne résistera pas à l'entourage hostile des pays arabes. Concluant à la disparition inéluctable de l'Etat d'Israel «d'ici deux générations» dit-il, Efraim Sévéla ne voit là que la perpétuation du martyr des juifs, «oubliant» de prendre en considération la juste lutte des pays arabes et les perspectives positives et révolutionnaires, ayant valeur d'exemple, qu'offre la Révolution Palestinienne à la résolution de la question juive, avec son objectif d'Etat palestinien démocratique où juifs et arabes édifieront une société nou-

puissances, note Sévéla. Ainsi, l'autorisation d'émi-

«Israel» et vont s'installer ils sont encore utilisés par tes, directement sur le plan intérieur cette fois : «A la veille des élections présidentielles, les juifs russes devinrent une marchandise très prisée en Amérique. Les partis concurrents se les arrachaient, versaient des larmes «télévisées» sur leur destin, étalant des sourires artificiels, blancs comme une réclame de pâte dentifrice. Démocrates et républicains récoltaient les voix de

de l'Etat d'Israël a été très néfaste pour les juifs, alimentant la renaissance de l'antisémitisme en URSS et dressant une barrière hostile avec la population des pays arabes où nombre d'entre bonne entente depuis des siècles, «Cette vie réglée depuis des siècles s'effondra

### LES JUIFS RUSSES : MONNAIE D'ÉCHANGE DANS UN JEU DOUTEUX

«A Moscou, les destinées des juifs désireux d'émigrer en Israël reposaient entre les mains d'un personnage très interessant, le général Georges Minime, l'un des chefs de la section antisioniste du Comité de Sécurité Nationale (KGB) d'URSS. C'était un général toujours en civil, relativement jeune, charmant. Poli et bien élevé, ce qui faisait de lui un merle blanc parmi ses collègues. Il pouvait même étaler avec une coquetterie certaine aux intellectuels juifs stupéfaits, une assez bonne connaissance de l'hébreu en leur lisant avec un léger accent des extraits du «Maariv», journal israëlite de Tel-Aviv (...)

En bas, dans la salle d'attente et dans la rue, des foules de juifs étaient bousculés sans ménagement par des policiers vigouraux et les fougueux adjoints du général qui, eux, n'étaient plus civil mais en uniforme du KGB, comme le major Zolotoukhine ou le capitaine Akoulova,

Mais dans le bureau du général, la conversation était tout autre, paisible et amicale, (...)

Voici ce qu'il me dit et j'ajouterai que le temps lui a pleinement donné raison.

«Comment pouvez-vous croire que nous avons eu peur de la pression que vous exerciez et que vous avez obtenu quelque chose qui n'était pas prévu par nous d'avance ? Vous vous prenez pour des héros, n'est-ce pas ? Mais en réalité, vous n'êtes que des pièces, les marionnettes de ce leu complexe et

vaste où nous vous manipulons avec des fils pendant que vous

dansez au son de notre musique. Vous et certains autres. Aucun homme n'aurait quitté le territoire soviétique si ces désirs n'avaient pas coincidé avec nos intérêts. Oui, oui, ne soyez pas étonné. Nous, l'Union Soviétique, nous sommes pour un état israélien fort. C'est dans nos intérêts : c'est pourquoi, tout en trainant Israël dans la boue par l'intermédiaire de notre presse, tout en le maudissant dans les rencontres internationales, nous y envoyons les juifs russes. Nous ne nous apposons que pour la forme, nous en mettons quelques-uns en prison, mais on les laisse finalement partir. Beaucoup de jeunes, entre autres. Ceux qui ont déjà fait leur service en URSS

Cela nous permet de dialoguer avec les Arabes : si vous n'êtes pas sages, disons-nous, on les laissera sortir davantage de juifs encore. Si vous nous écoutez, on en réduira le nombre. Peuf-être même qu'on le réduira tout à fait. C'est vraiment

simple, n'est-ce pas 7»

Et le général, avec un clin d'œil, éclata de rire.(...) La fille de mon ami et son man sont maintenant en possesion des précieux passeports américains. Mais, selon les lois israeliennes, eux-mêmes et leurs enfants, nés à l'étranger, resteront jusqu'à la fin de leurs jours citoyens d'Israel. Même si ils ne remettent plus jamais le pied dans le pays. Selon la statistique gouvernementale, qui tend à prouver au monde entier l'accroissement constant de la population en Israel, ces quatre faux citoyens, ainsi que des centaines de milliers d'autres, vont, sous l'apparence des chiffres officiels, induire en erreur public et sociologues, sans parler des Nations UNies qui ont jadis enfanté cet État dans la douleur.

La loi du retour, qui avait été adopté afin de rassembler les juifs sur la terre de nos ancêtres, tient pour citoyen du pays celui qui, après avoir accepté de l'être, descend de l'avion à l'aéroport de Lod. Il peut quitter ce pays le jour même pour ne jamais y revenir, la nationalité le suivra jusqu'à sa mort. On ne peut s'en débarasser.

C'est ainsi qu'en 1972, la population d'Israel était de 2 720 000 habitants.

Selon certaines estimations, il y aurait aux USA seulement, un quart de million d'hommes détenteurs du passeport israélien. Près de 50 000 au Canada; presque autant en France et en Angleterre. En tout dans le monde entier, près d'un demimillion.

Israël ne possède plus ces hommes depuis longtemps, mais continue avec entêtement à se les approprier, étalant à tout bout de champ une prospérité bidon, et un rassurant accroissement de la population.

### **LES ÂMES MORTES**

«Selon le journal «Maariv», le nombre d'Israëliens ayant fait en janvier 1974, une demande de visa pour le Canada est deux fois supérieur à celui de janvier 1973.

Selon la compagnie d'électricité, il y a 38 000 appartements sans électricité depuis plusieus années. Ces appartemennts sont vides, fermés à clef. Les propriétaires ont quitté Israel depuis longtemps et ne les ont pas vendus parce qu'ils n'ont pas confiance en la solidité de la lire israëlienne. Mais une quantité d'appartements plus importante encore, près de cent mille, sont vendus ou loués par ceux qui vivent à l'étranger.

Le symptôme le plus sinistre de l'irréversibilité de ce processus, de la faillite des idées sionistes de réunion de tous les juifs de la diaspora sur la terre de leurs ancêtres est le départ progressif de ceux qui avaient été jusque là les serviteurs fidèles et dévoués du gouvernement bâti sur leur sueur et leur sang.»

«En face de la maison où j'habite, un nouvel immeuble en pierre de Jérusalem se construit depuis déjà deux ans. Chaque matin, des Arabes sont amenés sur le chantier, réfugiés palestiniens, habitent dans le camp, quelque part en Samarie.

Ils travaillent sans se presser, lentement. Tout est fait à la main, le sable monté dans des seaux et les pierres dans des brouettes. Un petit transistor posé sur le rebord d'une fenêtre déverse une mélodie arabe épaisse comme du miel

Aujourd'hui, les ouvriers posent des pierres à hauteur de ma fenêtre (...). Quand je lêve les yeux, je croise leur regard qui n'est iamais méchant, parfois même souriant, un peu moqueur, comme des hôtes patients et bien élevés, regardent un visiteur de passage qui ne sait pas partir à temps.

Ils sont chez eux, voilà ce que reflète leur regard assuré. Ces murs, qu'ils sont en train de monter, seront leur propriété tôt ou tard. La maison dans laquelle je vis, mais que leurs mains ont élevée, sera elle aussi à eux. Les immeubles voisins seront occupés par leurs enfants lorsqu'ils quitteront les camps de réfugiés.»

Extraits de «Adieu Israel».



de quitter Israël» «un parasite qui vit sur le dos du Fonds Juif International ou, plus exactement, sur le dos des travailleurs de tous les pays où vivent des juifs».

«Depuis deux mille ans, écrit l'auteur, les juifs dispersés dans le monde entier tournés vers Dieu, répètent chaque jour dans leurs prières, avec le même espoir :

-L'an prochain à Jérusalem I Aujourd'hui, et surtout après la guerre du Kippour, morts pour faire croire qu'il avait beaucoup de serfs

«De nos jours, dit Sévéla, Israël possède un demimillion d'âmes mortes, et leur chiffre ne fait que croître», ce sont tous ceux qui après avoir émigré en Israël l'ont ensuite quitté, ils sont toujours comptabilisés dans la population «israélienne» !

Les juifs russes n'ont été qu'une monnaie d'échange dans le jeu des super-

# La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

mercredi 19 avril 1871



Une cérémonie a lieu : c'est le lancement d'une canonnière «La Voltigeuse», fabriquée à l'usine Cail où déjà avaient été coulés les fameux canons que voulait reprendre Thiers. «La Voltigeuse» s'ajouta à la flotille de 14 petits bateaux à vapeur qui se trouvaient déjà sur la

Révisés, équipés de canons, ces bâteaux furent amenés sous le viaduc du Point-du-Jour. du côté de Saint-Cloud et contribuèrent à la riposte contre les batteries versaillaises de Meudon, de Clamart.



Quelques uns des élus du peuple ; parmi lesquels on reconnaît Valles.

Ce programme de la Commune a été élaboré par l'un des doyens du Conseil, Delescluze. «Rien n'était noble comme ce vieillard altéré de justice, étudiant à la fin de sa vie les questions sociales, dévoué au peuple», dit de lui Lissagaray. Vallès avait collaboré à ce texte également. Il fallait en effet clarifier la situation vis-à-vis de la province submergée par l'intoxication versaillaise. Et préciser les buts de la Commune

reconnaissance et consolidation de la République : autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de France : droits très étendus, révolutionnaires, de la Commune, puisqu'il y avait, entre autres points, l'élection, le contrôle et la révocation éventuelle des fonctionnaires et de la garde nationale ; unité politique, cerres, mais dans un cadre fédératif.

«C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges auxquels le prolétariat doit son servage, la patrie ses malheurs et ses désastres».

«Quant à nous, citoyens de Paris, nous avons la mission d'accomplir la révolution moderne, la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illuminé l'histoire. Nous avons le devoir de lutter et de vaincre».

# DANS NOTRE COURRIER

J'ai vu un film intéressant

### **«NOUS AURONS TOUTE** LA MORT POUR DORMIR»

Chers camarades.

J'ai pu voir pendant ce week-end de Pâques un film intéressant qui se joue au St Séverin (5°) et Olympic (14°), «Nous aurons toute la mort pour dormir» A. Med Hondo (cinéaste mauritanien)

Il montre d'une manière vivante la détermination du peuple sahraoui dans sa lutte pour l'indépendance et la libération du Sahara Occidental occupé par les forces du roi du Maroc, de Mauritanie, de l'Espagne, C'est au travers de la vie dans les camps de réfugiés que l'on peut voir comment la lutte s'organise sous la direction du Front Polisario :

-l'apprentissage des armes par les femmes, les enfants dans l'esprit de servir le

-l'éducation politique du peuple, montrant l'enjeu que représente le Sahara Occidental pour les impérialistes, enjeu politique, économique trichesse du sol en phosphates, pétrole...), sa situation stratégique.

Les combattants des camps expliquent comment les troupes espagnoles ont préparé la venue des troupes marocaines sous le prétexte de la «marche verte». Comment elles ont massacré, torturé la population sahraouie; comment celle-ci a rejoint le Front.

Ceux qui restent dans les villes occupées doivent adopter la nationalité espagnole, marocaine ou mauritanienne sous peine de mort ou de prison à vie. Les enfants sont battus à mort jusqu'à ce qu'ils disent «vive le roi du Marpo», les femmes sont obligées de rire, sinon elles montreraient leur désaccord avec le régime, ce régime fasciste bombarde au napalm les camps de

réfugiés. Ceux que nous avons vus ont tous été bombardés en 1976.

On peut voir aussi la lutte idéologique que mêne le Front. Aux prisonniers blessés ou non, marocains, mauritaniens, qui s'avèrent être des fils de paysans ou d'ouvriers, le Front Polisario explique sont but : l'union des peuples arabes pour la libération du peuple sah-

Tout ce film montre la victoire inéluctable d'un peuple comptant sur ses propres forces, sa volonté inébranlable d'anéantir l'exploiteur, le colonisateur, et la place du Tiers-Monde dans les contradictions entre impérialistes, la nécessité de la lutte armée pour vaincre.

Je pense qu'il est important que ce film soit vu.

Vincennes

### Critiques au jour le jour

Notre journal s'améliore. Il faut vous l'écrire et vous le dire. Vous êtes sur la bonne voie. Voici quelques idées à partir des numéros des 12 et 13

A mon avis, la première page du 12 est trop chargée d'articles; pas assez de photos ou pas assez grandes. Trop de titres secondaires qui ne devraient apparaître qu'en sommaire.

Pour que des nouveaux lecteurs achètent notre journal, il faut des titres percutants et d'actualité. Des reportages intéressants annoncés bien avant et portant sur 3 ou

4 quotidiens avec grand fracas publicitaire.

Il faut à mon avis développer les feuilletons je connais trois lecteurs nouveaux qui achètent le QdP pour y lire la Commune de Paris.

Il faudrait en première page un billet, pourquoi ne pas avoir mis: «Je suis partout» (avec un plus d'ironie percutantel en première page ? et en faire un par jour ?

La première page du 13 est meilleure. (...)

Les photos sont souvent trop petites dans le journal. (...)

Le programme télé est

trop sec |... Quelques brefs commentaires ne feraient pas de mal. Celui de Duvallois sur 36 est bon, peut-être un peu

Très bon «Le Paysage changeur» de Prévert : que de lecteurs vont l'apprendre par cœur. Moi je vais l'affficher dans mon atelier. (...)

Quant à Livet, son article Justice au quotidien, est très bon.

Camarades, c'est avec un tel travail que vous avancez et vous nous faites avancer.

D. O. sud de Paris

# CARTOUCHERIE DE VINCEINES



750 000 d'entre nous en attente dans les ANPE, des centaines de milliers d'autres surexploités dans les boîtes intérimaires ou les grands bagnes capitalistes, derniers embauchés, premiers licenciés, vidés de nos régions d'origine transformées en déserts!

La bourgeoisie essaie de camoufler la réalité en nous proposant ses contrats d'apprentissage, forme moderne de l'esclavage, son armée d'embrigadement et même ses flics : mais elle ne peut cacher la pourriture de sa société d'exploitation qui se manifeste dans tous les domaines

Elle est pourrie cette société qui bouche notre avenir et n'a aucun idéal à proposer à la jeunesse. Elle est pourrie cette société qui assassine les ieunes dans les quartiers populaires, multiplie les tobassages et les tracasseries policières. Elle est pourrie cette société qui calomnie et multiplie ses campagnes anti-jeunes, nous traite de voyous, de drogués, de loulous, de dépravés à la une de ses journaux. Nous n'en voulons pas du capitalisme qui tente de nous embrigader dans ses vastes rassemblements où s'expriment ouvertement des groupes fascistes, ou de nous faire sombrer dans des solutions de désespoir : petite délinquance, ......

### ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Abonnement normal: Abonnement de soutien : 500 F

Mode de versement : en une fois

Abonnement de soutien :

en trois fois (échelonné sur trois mois)..... \*

Meeting Central Intervention de l'UCJR

avec Roger Aubert membre du Secrétariat National . Saluts

d'ouvriers en lutte

de vétérans communistes apprenti, un jeune ouvrier, un jeune châmeur, un collégien, un ex-définquent, un jeune immigré, un résident de FJT, un ex-JC, un typéen, un soldet, une violtine de la répression

FORUMS L'Unité de la Jeunesse : une tâche urgente.

RESCRICS de la révolte à la révolution Rock, Pop-music, embrigadement? .Sport pour qui ? pour quoi?

THEATRE

... F

CINE NON-STOP

vets le Cuirassé Poternkine . Ni a pro-Tchapaire. Le député de le étaloque Lie formes véntable

NOTRE NUMÉRO :

636.73.76



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRmI Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19 Credit Lyonnais, Agence ZU 470, compte Nº7718 J Directeur de publication : Y. Chevet Imprimé par IPCC Paris Distribué par les NMPP Commission Paritaire: 56 942

# SANT

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES EDITIONS DU SEUIL

ALAIN PREVOST

77° épisode

Près de Morestel, une bouche marquée des canines de l'irrévérence racontait :

Alors, Giraud me dit: « Je n'ai rien de mieux à faire, je vais écrire mes Mémoires. J'ai déjà le titre : A l'Ombre des palmiers en fleurs.» Mais voyons, mon général, lui dis-je, vous savez bien que les palmiers n'ont pas de fleurs! « Hé bien, j'appellerai mes Mémoires : A l'ombre des bougainvilliers en fleurs. »

Rires. La tête qui venait de raconter l'histoire tourna de droite et de gauche, jugeant de l'effet produit.

N'appartenant à aucune fonction civile ou militaire, n'ayant rien à offrir et rien à demander, Morestel promenaît de pièce en pièce son indiscrétion de spectateur.

Sur la pelouse, à la frontière de la musique et de la nuit, trois hommes, de même taille, l'un maigre, les autres gras. s'étaient isolés pour « parler tranquillement ».

- Politique ? Faudrait être bien malin pour la deviner !

- Si ! De la girouette !

Mais les girouettes ne perdent pas le nord.

- Le nord magnétique. C'est l'Elysée!

Et les cagoulards?

- De Gaulle en a beaucoup autour de lui...

- Moi, ce que je voudrais savoir, c'est les « qui » et les quoi - de ce Bidault qui remplace Jean Moulin.

- Faudrait encore savoir pourquoi Moulin et Delestraint ont été vendus aux Allemands Morestel se renfonça dans la musique ; les frontières du

silence le génaient. D'indiscret, il risquait de devenir espion.

Au centre du bal, Marie-Anne valsait avec un aspirant triste. Il convenait mieux à son bal gâché que l'aspirant gai des bons jours. Et l'aspirant gai, supplanté, méditait sa vengeance. Voulant plaire, peut-être, ou peut-être heureux pour la première fois de sa vie. l'aspirant triste sourit. Marie-Anne, exaspérée, l'abandonna :

Je ne danse plus!

Elle le planta là. Un aviateur l'attrapa au vol:

Vous dansez? Elle sourit, méchante :

- Au lieu d'être ici, c'est sur le Vercors qu'il fallait

L'aviateur comprit : - J'ai été volontaire.

Comment !

Marie-Anne fronça les sourcils. Lui, il tenait l'oiseau. Il risqua un secret militaire pour le retenir :

Vous ne savez pas? La semaine dernière, nous avons été une dizaine de pilotes à nous porter volontaires pour des missions sur le Vercors. Refusé!

Pourquoi?

Demandez à Grenier. Ou plutôt à Morestel, puisqu'il est là.

Des yeux, il désigna le représentant du Vercors, buvant un citron pressé au buffet. Marie-Anne posa sa main dans celle de l'aviateur ravi. Il se fraya un chemin entre les ventres et les fesses - odeur de parfums, de sueur, et de fumée froide.

Morestel !

La tête chauve se retourna.

Marie-Anne, je vous présente Henri Morestel.

Mon grand-père m'a parlé de vous

— Je connais surtout votre oncle! Pas comme les autres, celui-là! Il ne se précipita pas, il n'offrit rien. Il attendit, large et silencieux, sirotant son citron pressé.

- Monsieur ! L'article de Grenier ? Vous-y avez cru ? Il sembla étonné. Pourtant, il répondit sans hésiter :

- Certainement

— Pourquoi ?

- Expérience personnelle !

Maintenant, elle ne savait que lui dire. Cela ne géna pas Morestel. Il regardait Marie-Anne de ses yeux tranquilles. comme un monsieur de son âge doit regarder une fille de dix-sept ans, comme peu de gens regardaient Marie-

Vous ressemblez à Etienne. A votre oncle, aussi.

· Yous croyez qu'il court un danger? Je n'arrive pas à m'imaginer qu'il puisse courir un danger.

Morestel fronça les sourcils:

Bien sûr! Se rend-on jamais compte? Pourtant, c'est vrai. Avez-vous jamais couru un danger?

- Non, répondit Marie-Anne.

Morestel fit un effort. Il voulait qu'elle comprenne. puisqu'elle woulait une explication.

(a suivre)

# LA ROUGEOLE DE L'ENFANT

Maladie virale répandue dans toutes les régions du monde, la rougeole est une des maladies infectueuses les plus fréquentes chez l'enfant.

Maladie mortelle il y a encore cinquante ans dans notre pays, puisque 17% des malades atteints de rougeole mouraient, dont 37,5% des enfants de moins de 2 ans, elle est devenue une maladie qui guérit dans la plupart des cas sans complications grâce aux progrès réalisés dans l'hygièet la nutrition des enfants.

Il n'en est pas de même dans certains pays du Tiers-Monde où les enfants dénusupportent beaucoup moins bien les infections.

Du fait de la vie en collectivité dès la maternelle, les enfants des villes sont atteints de rougeole plus tôt que dans les campagnes

### COMMENT RECONNAIT-ON **UNE ROUGEOLE?**

Les premiers signes de la maladie apparaissent environ 10 jours après le contage (contact avec un rougeoleux) : pendant 4 à 5 jours, l'enfant est fébrile (sa température peut monter jusqu'à 40°), fatigué, irritable, il présente un visage «chiffonnné» : ses yeux sont rouges, pleurent facilement, son nez coule en permanence, il tousse par quintes.

Les premiers signes érup-

tifs apparaissent ensuite à l'intérieur des joues, sur les gencives. Il s'agit d'une petite érosion rouge avec une tache blanche nacrée de la taille d'une grosse tête d'épingle. L'éruption externe s'installe ensuite un à deux jours plus tard, elle part du front pour gagner-progressivement la face, le thorax, les pieds. Elle n'est pas constituée de boutons ni de vésicules pleines de liquide comme dans la varicelle par exemple, mais de plaques rouge vif, surélevant la peau. PLaques de taille variable, elles ne recouvrent pas l'ensemble du corps et sont plus denses sur le front.

Elles disparaissent ensuite progressivement et six jours environ après leur début, les dernières s'effacent.

La maladie aura duré une douzaine de jours sans compter l'incubation. C'est dans les premiers jours, au moment où l'enfant mouche et éternue que les dangers de contaminer un petit frère sont les plus grands. Le virus se transmet en effet par les sécrétions nasales, la

### UN BEBE PEUT-IL ATTRAPER LA ROUGEOLE ?

Jusqu'à l'âge de 6 à 8 mois, les jeunes nourrissons sont protégés par les anticorps maternels, ensuite ils sont exposés à la maladie comme les autres enfants.

# Comment donner de

Chez le tout petit, la dose à répartir en quatre à six prises est de 0,05 grammes oar kilog de poids et par jour. Un enfant qui pèse six kilogs recevra, tant que sa fièvre persiste, 0,30 grammes ou 30 centigrammes par jour - soit trois comprimés par jour de juvépirine ou trois sachets de catalgine dosés à 10 cg. On les lui donnera par demi-comprimé, une fois toutes les quatre heures.

l'aspirine à un bébé ?

### LES COMPLICATIONS DE LA ROUGEOLE SONT-ELLES FREQUENTES ?

Dans la plupart des cas, la rougeole est une maladie bénigne qui guérit sans séquelles. Néanmoins, chez le grand enfant, l'adulte, ou le jeune enfant déjà fragile (asthmatique, diabétique, anémique...) des complications peuvent survenir. Le plus souvent, l'infection virale atteint le larynx ou les oreilles ou les poumons. Parfois, une otite bactérienne ou une bronchite se surajoute à la maladie. C'est pour éviter leur apparition que l'on conseille de garder l'enfant au chaud.

Les complications nerveuses sont devenues extrème-

### COMMENT SOIGNER UNE ROUGEOLE SIMPLE ?

Maladie virale, elle n'est en aucun cas améliorée par un traitement antibiotique. celui-ci pourrait même masquer une otite débutante, sans la traiter, et n'est indiqué que dans le cas d'une complication, telle une grave bronchite.

Pour soigner une rougeole, le plus important est de maintenir l'enfant au chaud (une température de 18-20° est suffisante), en le faisant boire fréquemment par petites quantités pour éviter qu'il ne se déshydrate : de l'eau, des jus de fruits, du bouillon. Il peut manger normalement à sa faim. Au début, moment où son nez est encombré, il faut l'aider à respirer en désinfectant ses narines avec du sérum physiologique ou de l'eau bouillie (utilisée tiède). Les soins pour les yeux se font aussi avec des compresses d'eau bouillie ande.

Pour éviter, surtout chez le jeune enfant, des convulsions par montée brutale de fièvre, il vaut mieux donner

à l'enfant de l'aspirine sim-

Maladie à déclaration obligatoire, elle empêche l'enfant de regagner l'école tant que les signes de la maladie persistent. Ses frères et sœurs sont théoriquement tenus de rester à la maison pendant quinze jours s'ils fréquentent une maternelle ou un jardin d'enfants.

### A QUOI SERVENT LES INJECTIONS DE **GAMMA-GLOBULINES?**

Les gamma-globulines, d'origine humaine renforcent les défenses naturelles et permettent selor le cas :

 de réaliser un prévention réelle si l'injection est pratiquée du 1º au 5º jour qui suit la contamination. L'enfant pourra attraper plus tard la rougeol. il n'est pas immunisé.

- d'atténuer la rougeole si l'injection est pratiquée entre le 5° et le 10° jour qui suit la contamination. Dans ce cas, l'enfant est immunisé et ne riscue pas une nouvelle rouge le pour l'a-

Ces injections sont particulièrement nécessaires chez les enfants très fragiles.

Quant aux vaccins contre la rougeole, il en existe deux types :

■ Le vaccin fait à base de virus vivant qui donne en fait une pe: e rougeole atténuée. Il est dangereux chez l'enfant fragile et le recul n'est pas suffisant pour savoir s'il protège plus de dix ar

Aussi l'inco-venient serait de faire, à l'âge adulte, une rougeole plus grave que la maladie, héni ne, de l'en-

· Le deuxième type de vaccin, qui est constitué d'un virus nactivé, tué, protège, lui, beaucoup moins longtemps (1 à 2 ans) et ne donne des anticorps que dans 25% des cas. -

Docteur QdP

### Programme télé MARDI 19 AVRIL

10 h 00 - La France face à l'avenir

12 h 15 - Réponse à tout

12 h 30 - Midi première 13 h 00 - TF 1 actualités

13 h 45 - Restez donc avec nous 18 h 00 - A la bonne heure

18 h 35 - Les patapluches

18 h 40 - L'île aux enfants

19 h 00 - Les lettres volées

19 h 15 - Pétrus, Pétro, Pétrole 19 h 20 - Actualités .égionales

19 h 45 - Eh bien...raconte l

20 h 00 - TF 1 actualités 20 h 30 - Journal de voyage avec André Malraux (2)

21 h 30 - Bruits en fête et sons de plaisir

22 h 00 - Le livre du mois

23 h 15 - TF 1 actualités

23 h 30 · Fin des émissions

13 h 35 - La télévision régionale

13 h 50 - Ton amour et ma jeunesse

14 h 05 - Aujourd'hui madame

15 h 05 - Le saint

16 h 00 - Aujourd'hui magazine 18 h 45 - Flash information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Flash information 19 h 45 - La tirelire

20 h 00 - Les dossiers de l'écran : Rage

22 h 00 - Débat : La mort qu'on respire 23 h 30 - Les nouvelles

23 h 45 - Fin des émissions

### FR 3

18 h 10 - Émissions universitaires régionales

18 h 45 - Le lièvre et la tortue

18 h 50 - Jardinage aux quatre saisons

19 h 05 - Caractères

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Tribune libre

19 h 55 · FR 3 actualités

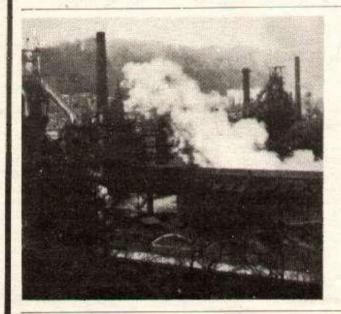
20 h 00 - Les jeux de 20 heures. 20 h 30 - Flammes sur l'Asie

22 h 10 · FR 3 actualités

22 h 25 - Fin des émissions

- 24 heures de grève des mineurs de fer de Lorraine
- Rassemblement à Paris de délégations de toute la sidérurgie

# RENFORCER L'ACTION EN LORRAINE POUR EMPECHER LES LICENCIEMENTS



Journée d'action des travailleurs de la Sidérurgie aujourd'hui, 19 avril. A l'appel des cinq fédérations syndicales, des délégations des différentes usines sidérurgiques se retrouveront à 15 H à Paris, devant la grille du Palais Bourbon pour manifester leur volonté de ne pas laisser la Lorraine mourir.

Aujourd'hui en effet, le débat à l'Assemblée. Nationale portera sur les problèmes de la Sidérurgie. Cette journée devrait permettre que soient posées à large échelle les questions qui sont en suspens depuis plusieurs jours, voire plusieurs semaines dans la tête de tous les sidérurgistes. En effet, il n'y a plus maintenant l'ombre d'un doute, plus rien qui justifie d'attendre plus longtemps pour engager véritablement l'action, avec l'ampleur nécessaire. Les maitres de forges ont annoncé clairement leurs intentions, ils ont rendu publique leur décision de fermer Usinor-Thionville.

Il est sans doute très positif que tous les travailleurs de la Sidérurgie se rencontrent à Paris, puisque, outre les sidérurgistes lorrains, des délégations de toutes les usines de France sont appelées à se joindre à leurs camarades. Il est

également clair que par cette action, les travailleurs dénoncent directement le pouvoir politique au service des patrons. Mais, pourquoi attendre plus longtemps pour prendre toutes les initiatives qu'impose la situation ? Pourquoi ne pas poser de façon claire la question des moyens à mettre en œuvre pour se battre efficacement, et notamment la question de l'occupation d'Usinor-Thionville avant qu'il ne soit trop tard ?

Beaucoup de travailleurs réclamaient déjà la semaine dernière que le problème soit posé et qu'un vote ait lieu. Les directions syndicales font trainer les choses et repoussent continuellement la

Demain, les mineurs de fer de Lorraine seront également en grève. Ils veulent se battre aussi pour que la Lorraine ne devienne pas un désert. Avec leurs camarades sidérurgistes de toute la France, avec tous les travailleurs de Lorraine, il sera nécessaire de discuter sérieusement de l'action. Les travailleurs ont montré mardi dernier leur volonté de lutter, maintenant, il faut aller plus loin.

### NATIONALISER LA SIDÉRURGIE : QUEL CHANGEMENT ?...

A quelques semaines de la renégociation du programme commun et dans le contexte du plan de licenciement des sidérurgistes établi par les maîtres des forges, le PCF remet en avant son projet de nationalisation de la Sidérurgie. On sait que le PS n'est pas d'accord et se contente de proposer des prises de participation de l'État dans les entreprises sidérurgiques.

Le projet de nationalisa- sement de la durée du tion de la Sidérurgie s'appuie sur un certain nombre d'aspirations des travailleurs à un moment où la crise de la Sidérurgie se traduit par des licenciements massifs. En effet, ce projet promet la garantie de l'emploi, le relèvement des salaires, l'abais-

travail, l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité. Voilà bien en effet les exigences des sidérurgis-

Mais quelles garanties nous donne ce projet que ces promesses seraient te-

LE PCF

**AU PIED DU MUR** 

nues en cas de nationalisation ? Comment le PCF propose-t-il de sortir la Sidérurgie de la crise ? La réponse est pour l'essentiel contenue dans l'analyse même que le projet fait de la

En effet, selon eux, le principal mal dont souffrirait la Sidérurgie actuelle serait la consommation insuffisante d'acier en France et le développement des importations sidérurgiques. Et de dénoncer la soif de profit des capitalistes qui conduit ainsi à la ruine le «service public» que constitue la Sidérurgie. Ainsi pour sortir de la crise, il suffirait de nationaliser les trusts concernés et de leur assigner

l'objectif de produire plus tout en améliorant le sort des travailleurs. Mais pourquoi les capitalistes ne produisent pas plus d'acier ? Ce n'est pourtant pas l'envie qui leur en manque puisque cela augmenterait leurs profits. Et c'est à contre-cœur qu'ils ont dû accepter le plan anti-crise de la CEE destiné à limiter les dégâts. Si la production n'est pas plus élevée, c'est que l'en-

trons de la Sidérurgie française doivent «faire des économies», c'est-à-dire fermer les installations non «rentables». Vollà la logique capitaliste, la logique du profit.

En fait, malgré ses grandes déclarations, contre «le profit maximum», le PCF, en laissant dans l'ombre la question de la place de la Sidérurgie dans la concurrence internationale, n'apune productivité inférieure à la moyenne mondiale qui se situe actuellement à 7 heures par tonne. Le PCF ne peut donc promettre, sans tromper les gens, assurer à la fois une croissance de la production, la préservation de l'outil de travail et la satisfaction des revendications des travailleurs.

Ce que le projet du PCF change, c'est la possibilité



25 mars 77 : par milliers, les thionvillois descendaient déjà dans la rue !

Nationale, se déroulera le débat sur la Sidérurgie, et Barre annoncera son plan acier. A cette occasion, il a été décidé d'envoyer de «fortes délégations» en autobus à Paris. La «journée d'action» peut-elle dissiper quelques illusions sur le rôle du Parlement ? Elle aura en tout cas mis en valeur la

Dans la presse, le PCF accumule les communiqués durs, appelle à la lutte, parle d'occupation, etc... Mais concrètement, il se limite à env\_yer motions, télégrammes et délégations avec élus... Il s'agit de parler de la lutte en misant tout sur le rôle des élus, des nouvelles municipalités. «Qu'est-ce que tu veux, ils préparent

tactique des révisionnistes.

gu'il y ait un certain mécontement sans que ca pète bien sur, alors il joue les grands coups de gueule mais sur le terrain, rien...» déclarera un sidérurgiste d'Usinor. «Le Parlement pourra imposer au patronat la voix du peuple qu'il représente». Voilà les perspectives avancées par la CGT à la manifestation du 14 avril à Thionville.

«On ne fera pas faire aux travailleurs n'importe quoi, n'importe quand et n'importe comment. L'attitude de la CFDT en Lorraine est pour ie moins choquante dans la mesure où elle décide seule, des mots d'ordre irréfléchis et non préparés pour le 19, comme pour la poursuite de ia lutte. La CGT, pour sa

Aujourd'hui à l'Assemblée 78, et pour cela il est bon part, n'entend pas sombrer dans l'irresponsabilité». Voi là ce qu'on pouvait lire dans «Le Républicain Lorrain» du 17 avril, mais quel est donc le motif d'une si violente réaction ? La CGT n'a appelé à la grève pour le 19 que dans les mines de fer, alors que la CFDT a lancé un mot d'ordre de grève de 24 H dans les mines de fer et dans la Sidérurgie. Leur réaction peut paraître disproportionnée mais le ton du communiqué de la CGT donnait l'idée de la peur panique des révisionnistes d'une lutte de grande ampleur des travailleurs contre les plans des barons de l'acier, d'autant plus si elle ne peut pas contrôler cette

Corresp Thionville

semble de l'économie mondiale est stagnante et que le marché est limité. Et si depuis vingt ans, les importations d'acier s'élèvent (enmême temps d'ailleurs que les exportations), c'est que la Sidérurgie française et la consommation d'acier en France sont de plus en plus liées à l'économie capitaliste mondiale. Dans de telles conditions, la soif de profit qui anime les capitalistes se heurte à une concurrence acharnée dont sortent vainqueurs ceux qui imposent à leurs ouvriers la plus forte exploitation et qui modernisent le plus leurs installations (les deux sont souvent liés). Pour vendre, les pa-

logique capitaliste de la production sera, dans les faits, remise en cause. Bien au contraire. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ne remettant pas en cause la politique d'exportation à tout prix, et la concurrence qui en résulte, le PCF ne pourrait qu'accepter -s'il était au pouvoir - la restructuration de la Sidérurgie et son cortège de licenciements. En effet, pour conserver ses marchés extérieurs et donc le niveau de production en France, il faudrait éliminer les entreprises les moins productives : fermer celles dont les hauts-fournaux ont

porte aucune garantie que la

de supprimer certains gaspillages au niveau national dans la mesure où il y subsiste une certaine concurrence, c'est de mettre plus largement les ressources de la nation au service de la production, au nom de l'«intérêt national», Ce qui changerait surtout, ce serait les hommes qui détiendraient les leviers de commande ; non plus les maitres de forges, mais les bureaucrates du PCF. Mais le plus important, c'est que pour les travailleurs, la nationalisation de la Sidérurgie ne supprimerait pas leur situation d'exploités.

Michel FLORAC